

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2021
Perspectives 2022

N° 527 - Février 2022

Économie de l'élevage



2021 : Production laitière émoussée par la hausse des coûts

2022 : Quelle reprise en temps de guerre ?

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Érosion prononcée de la collecte
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - Perte de dynamisme sur la collecte malgré une demande soutenue
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2021
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - En 2021, les écarts se creusent entre les systèmes laitiers

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : CHOTTEAU Philippe

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Marion CASSAGNOU, Héléne FUCHEY, Yannick PECHUZAL, Corentin PUVILLAND, Benoît RUBIN, Gérard YOU.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Alizée CHOUTEAU, Simon FOURDIN, Mathilde JOUFFROY, Monique LAURENT, Franck LAVEDRINE, Aubin LEBRUN ainsi qu'Héloïse BÉRAT (CA 59/62), Jean-Claude HUCHON (CRA PDL) et Sophie TIRARD (CRAB).

CNIEL : ROUYER Benoît (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CRAB), ANDRIEU Angélique (CA 05), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BARBALAT Kévin (CA 63), BAUP Jean-Claude (CA 32), BERAT Héloïse (CA 59/62), BODIN Tanguy (CRAB), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUCHARIN Emilie (CA 48), BOUCHER Lucille (CA 63), BROSSILLON Vincent (CRA PDL), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CA 64), CHEMIN Anthony (CA 80), CHEVALIER Guillaume (CRA PDL), COTILLON Ludovic (CA 79), COUEFFE Daniel (CA 52), DEBOUT Gauthier (CA 55), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DUMONT Julie (CRA IDF), DURAND Martine (CA 23), DURANT Solène (CA 86), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRE Pascal (CA 14), FOLLET Denis (CRAB), FOULON François (CA 60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GANGNERON Alexis (CA 81), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GAUMAS Anne Laure (CA 17/79),

GAYRAL Thierry (CA 46), GELINEAU Silvère (CRA PDL), GEORGEL Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GOÏSET Cécile (CA 08), GOURMANEL Richard (CA 31), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), LACOUR Clémentine (CA 63), LARDEREAU Audrey (CIA 25/90), LAURES Valentine (CA 39), LEBORGNE Gaëtan (CA 02), LE GALL Anne (CA 57), LEGAY Aurélien (CA 40/64), LERAY Fanny (CA 14), LEROUGE Adélaïde (CA 14), LOUBAT Patricia (CA 48), MAYER Anne Laure (CDA Alsace), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), NAEL Elsa (GAB 44), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), ROCHE Claude (CA 43), RONDEAU Domitille (CA 72), RUS Marie (CA 01), SABATTE Nathalie (CA 73/74), SERVANS Camille (CRA PDL), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CRA Normandie), THIOU Pascal (OCL 37), THONI Jessica (CA 57), TIRARD Sophie (CRAB), TISSOT Marie (CA 63), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**
Liberté
Égalité
Fraternité

**Confédération
Nationale de l'Élevage**
CNE

2021 : Production laitière émoussée par la hausse des coûts

2022 : Quelle reprise en temps de guerre ?

2021 aura finalement été une année de transition entre deux années exceptionnelles.

La pandémie avait imposé des confinements, des fermetures de restaurants, des limitations de circulation qui bouleversèrent les modes de consommation et les chaînes d'approvisionnement en 2020 même si la consommation de produits laitiers s'était globalement maintenue.

La crise sanitaire s'est prolongée en 2021, mais l'économie mondiale a connu un brutal retour de croissance. La forte et rapide reprise entraîna l'envolée des cours de l'énergie, des métaux, du fret, puis des grains. Cette flambée, qui s'est rapidement répercutée sur les prix des intrants et les coûts de production, provoqua dans un premier temps un ralentissement de la production laitière en France, mais aussi en Allemagne, malgré une très bonne année fourragère. Dans le même temps, la forte reprise de la demande chinoise, combinée à un ralentissement des disponibilités mondiales, a asséché le marché et entraîné une envolée des cours des commodités laitières puis du lait de vache.

En France, le prix du lait s'est apprécié moins vite qu'ailleurs et plus tardivement (2nd semestre), si bien que les marges laitières sont restées médiocres tout au long de l'année. Ainsi, l'amélioration du revenu estimé des exploitations laitières suivies dans le réseau Inosys découle surtout de la hausse des ventes de céréales. Avec des disponibilités laitières réduites, les transformateurs laitiers ont dans l'ensemble privilégié les produits finis. La consommation de produits laitiers a retrouvé les tendances d'avant la pandémie. La demande en produits « bio », qui avait été boostée par la pandémie, a décroché et provoqué un excès d'offre, obligeant les collecteurs à stopper les conversions, à freiner et à contenir les livraisons. Au global, le commerce extérieur en produits laitiers de la France s'est dégradé sous l'effet d'exportations réduites et d'importations plus dynamiques.

Dans l'UE-27, la production laitière a aussi légèrement reflué d'une année sur l'autre, même si diversement selon les pays. Une première depuis la crise laitière de 2009 ! Les exportations de produits laitiers ont ainsi sensiblement baissé en volume, mais se sont maintenues en valeur grâce à la remontée des cours.

En 2022, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, le monde occidental a basculé dans une autre ère. Tous les marchés et les fondamentaux de l'économie mondiale sont chamboulés. Si les perturbations directes sur le commerce extérieur de l'UE-27 en produits laitiers seront probablement modestes (cf note publiée le 11 mars sur idele.fr), les impacts indirects, liés à la flambée des marchés des grains et des intrants (énergie, engrais) s'annoncent majeurs. La pérennité des activités d'élevage en général, et laitier en particulier, est en question face à des prix des grains qui promettent d'être durablement élevés, notamment dans les régions de polyculture-élevage et en pleine transition démographique.

À court terme, la reprise de la production laitière qui était attendue dans l'UE-27 risque d'être obérée. Sans aucune visibilité sur l'ampleur et les effets multiples lors de l'édition de cette publication.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Érosion prononcée de la collecte

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Perte de dynamisme sur la collecte malgré une demande soutenue

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2021

36/ LES PRÉVISIONS 2022

Possible reprise de la croissance de la production !

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

HIVER 1^{er} trimestre



Dans certaines régions, les déficits fourragers consécutifs à la sécheresse de 2020 et des prix des aliments en hausse pénalisent fortement la production laitière.



Maintien de la fermeture de la restauration commerciale : le télétravail est privilégié



Fléchissement de la consommation de produits bio

La consommation de produits laitiers biologiques commence à montrer des signes de faiblesse. Les ventes de produits laitiers bio passent en dessous de leur niveau de début 2020 pour plusieurs familles de produits, dont le lait liquide.

Mise en œuvre du Brexit

Le commerce entre UE et Royaume-Uni continue sans droit de douane mais est affecté par le retour de procédures douanières. Les flux sont perturbés.

PRINTEMPS



3^{ème} confinement,
fermeture des écoles
pendant 3 semaines
à partir du 5 avril.

Réforme de la PAC :
le 25 juin, accord
entre la Commission,
le Parlement et
le Conseil de l'UE.
Elle s'appliquera
à partir de janvier 2023

Mise à l'herbe précoce
mais pousse timide en raison
d'un début de printemps froid et sec.
En montagne, les gelées tardives
pénalisent les premiers cycles.
En plaine, de longues périodes
pluvieuses perturbent les travaux des
champs (semis des maïs, désherbage
mécanique, ensilages d'herbe).

Réouverture
progressive
des restaurants
à partir du 19 mai.

Bond de la production de lait bio
En raison de conditions météorologiques favorables à la pousse
de l'herbe, et de l'aboutissement de nombreuses conversions à
l'élevage laitier biologique, la collecte de lait bio s'envole
de +15% sur le deuxième trimestre.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

ÉTÉ



Un été frais et humide

Les récoltes d'herbe se multiplient, souvent entre les gouttes, comme les moissons. La quantité est au rendez-vous, tandis que la qualité est beaucoup plus aléatoire. La saison de pâturage est prolongée.



Surplus de lait bio

Parallèlement au bond de la production de lait bio, la consommation de produits laitiers biologiques se retourne après des années de hausse continue. Les achats des ménages repassent en dessous de leur niveau de 2020, voire de 2019. Cette situation aboutit à une forte augmentation des déclassements de lait biologique en lait conventionnel.



Flambée des prix des engrais et de l'énergie

combinée à une forte hausse des coûts alimentaires. Pénurie de biens d'équipement et reports d'investissements en raison des prix et du manque de disponibilités.



Les stocks fourragers sont reconstitués.

Les ensilages de maïs, souvent tardifs, atteignent des rendements exceptionnels qui permettent aussi des récoltes en grain. Les stocks fourragers sont abondants mais la production de lait ralentit en raison de prix d'achats d'aliment dissuasifs et d'une qualité de fourrages très variable.

AUTOMNE



Le 19 octobre, promulgation de la loi EGalim2

contractualisation obligatoire avec prise en compte des coûts de production, non-négociabilité du coût des ingrédients agricoles dans le prix de vente des produits alimentaires, indication du pays d'origine des produits agricoles.

Octobre : accord politique de libre-échange

entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande (après l'Australie). Le Royaume-Uni supprimera ses droits de douane en 10 ans sur l'essentiel des produits océaniques importés.

La COP26 à Glasgow

acte la réduction de 30% des émissions de méthane, l'arrêt de la déforestation d'ici 2030 et reconnaît le potentiel de l'agriculture dans la lutte contre le changement climatique.

Flambée des cours des ingrédients laitiers

parallèlement à un tassement de la production laitière dans les grands bassins exportateurs, impactée par la flambée du prix des intrants agricoles.

2

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

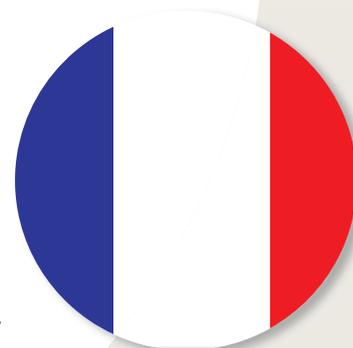
Érosion prononcée de la collecte

En 2021, la collecte laitière nationale est tombée à son plus bas niveau depuis 2013. L'érosion structurelle du cheptel n'a pas été compensée par une hausse de la productivité laitière, dont la progression a été enrayée en 2021, en raison notamment de la flambée du prix des aliments achetés. Le prix payé aux éleveurs s'est apprécié à son plus haut niveau depuis 2016, mais cette revalorisation n'avait pas compensé la flambée des charges avant le dernier trimestre 2021. De ce fait, la marge laitière MILC s'est établie à son plus bas niveau depuis 2016.

Les faibles disponibilités laitières ont obligé les transformateurs à arbitrer entre les productions, en privilégiant les fabrications de produits finis à celles d'ingrédients laitiers.

Après une année 2020 forcément atypique, la consommation de produits laitiers des ménages a retrouvé les tendances de fond d'avant-pandémie. La consommation de lait liquide a ainsi retrouvé sa tendance baissière. Globalement elle est demeurée quasi stable par habitant.

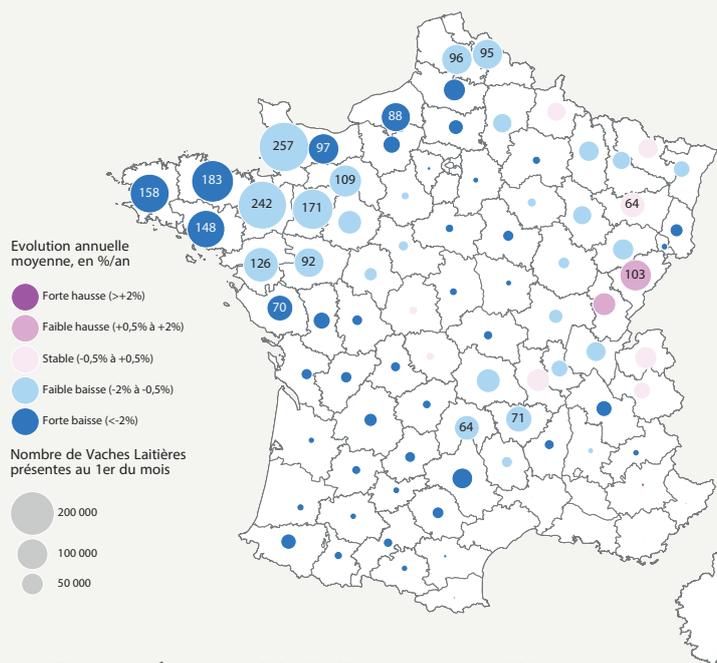
L'excédent commercial français s'est dégradé, en raison notamment d'une hausse très forte des importations de fromages en provenance du Nord de l'Europe.



-2,3%

C'est la baisse de la collecte de lait conventionnel en 2021.

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1^{ER} DÉCEMBRE 2021



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-NORMABEV - Actualisation janvier 2022
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

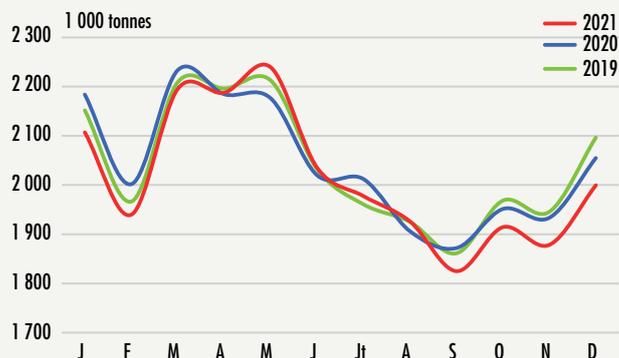
Poursuite de la forte érosion du cheptel en 2021

Le cheptel national de vaches laitières a de nouveau reculé sur l'année 2021, pour la 7^{ème} année consécutive. En décembre, il s'est établi à 3,52 millions de têtes et finit donc l'année en repli de -1,8% par rapport à décembre 2020, soit -65 000 têtes. Cette érosion est légèrement moindre que celle constatée en 2020 (-80 000 têtes). Par rapport à son point haut de décembre 2014 (3,83 millions de têtes), le cheptel s'est ainsi replié de -8,3% (-310 000 têtes).

Le repli est prononcé sur l'ensemble de la façade Ouest. Le recul du cheptel breton (-18 500 vaches, soit -2,5%/2020) explique à lui seul 30% de la baisse. Le cheptel normand accuse également un net reflux (-10 000 vaches, soit -1,7%), supérieur à celui observé dans les Pays de la Loire (-1,4%). La dynamique baissière la plus forte est toujours observée en Nouvelle-Aquitaine (-5%/2020), région en proie à une forte déprise laitière. Les régions de l'Est connaissent des baisses plus mesurées. Le Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes enregistrent un repli proche de -1%. Seule la Bourgogne-Franche-Comté se distingue (-0,1%/2020), grâce à la belle progression des cheptels des principaux départements de la zone Comté, à l'image du Doubs (+0,9%), et du Jura (+0,7%). La Manche reste le premier département détenteur de vaches laitières, devant l'Ille-et-Vilaine et les Côtes d'Armor.

COLLECTE ET PRIX 2021

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



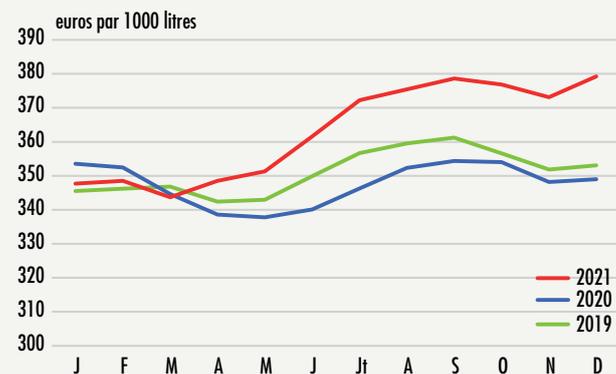
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYREUX)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2021, la collecte française a reculé à son plus bas niveau depuis 2013. Les conditions météorologiques favorables à la production au printemps et en été, sont loin d'avoir compensé les décrochages observés au premier et au dernier trimestre.

Recul de la collecte annuelle

Après quatre années de stabilité relative, la collecte française a reculé de -1,3%/2020 (effet année bissextile 2020 neutralisé), s'établissant à 24,2 millions de tonnes (-375 000 t/2020). Elle se situe -4,5% en dessous de son niveau record de 2015. Sur 10 ans, il s'agit du deuxième plus bas niveau observé après 2013. À 18,8 millions de tonnes, la seule collecte conventionnelle diminue encore plus fortement sur un an (-2,3%). La France ne compte plus que pour 17% de la collecte européenne, contre 20% en 2011. Ce recul fait écho à la dégradation des marges en 2021, matérialisée par une MILC au plus bas depuis 2016 (voir page 15), et au recul structurel du cheptel.

Début 2021, la collecte était freinée par un prix peu élevé, qui, combiné à la hausse des charges et à de faibles stocks de fourrages, se traduisait par une faible incitation à produire. Les livraisons avaient alors reculé sur le premier trimestre de -2,6%/2020, avant de se redresser à partir de mai sous l'impulsion d'une bonne pousse de l'herbe. La collecte a de nouveau fortement décroché à partir de septembre, et l'entrée dans les rations hivernales. La flambée du coût de l'aliment acheté, en particulier des matières azotées, semble avoir conduit certains éleveurs à rationner la complémentation. La collecte a ainsi affiché un repli de -2,5% sur le dernier trimestre.

Sur l'année, la collecte est restée stable en Normandie et Bourgogne-Franche-Comté, n'a que peu diminué en Bretagne (-0,5%), mais s'est plus sensiblement repliée dans les autres départements laitiers : de -1,3% dans les Pays de la Loire, -2% en région Auvergne-Rhône-Alpes, -3% dans le Grand-Est et les Hauts de France, et -4% en Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

Rendements et teneur en matière grasse en hausse

Pour la 5^{ème} année de suite, le rendement apparent du cheptel laitier français a progressé d'environ +50 kg/VL, pour approcher 7 350 kg/VL/an. La teneur en matière grasse du lait s'est établie à 42,1 g/l (+0,2 g/l) en moyenne en 2021, un nouveau record. La teneur en matière protéique est quant à elle restée stable à 33,7 g/l en moyenne. Grâce à cet enrichissement de la teneur en matière grasse, le recul de la collecte en matière sèche utile est légèrement moindre (-0,9%/2020) que celui de la collecte totale.

Le prix du lait progresse moins vite qu'en Europe du Nord

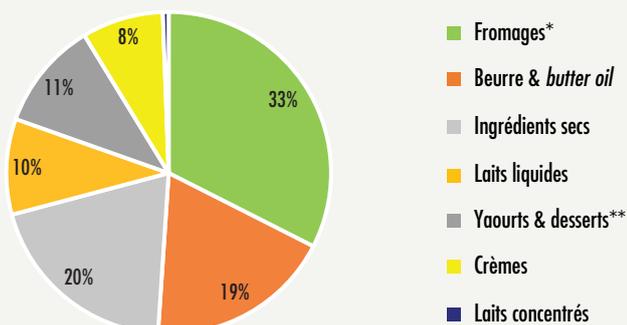
Après un léger repli en 2020, consécutif à trois années de redressement à la suite de la crise de 2016, le prix du lait est reparti à la hausse en 2021. À 363 €/1 000 l en moyenne sur l'année, le prix du lait standard (38-32), SIQO compris, gagne +16 € d'une année sur l'autre (+5%). Le prix standard du seul lait conventionnel s'est établi à 343 € (+15 €/2020). Le prix payé tout lait a atteint 389 €/1 000 l en moyenne.

Le prix du lait s'est apprécié tout au long de l'année. Mal orienté en début d'année (-3 €/2020 au 1^{er} trimestre), le prix du lait a ensuite profité de la bonne orientation des cours mondiaux, et n'a pas connu sa traditionnelle baisse saisonnière au printemps. Il s'est progressivement détaché du prix de 2020, pour atteindre 379 €/1 000 l en décembre, soit +30 €/2020. Le lait français étant largement valorisé en produits finis, son prix est traditionnellement moins connecté au cours des commodités que celui de pays d'Europe du Nord, davantage tournés vers l'export. Le prix a donc répercuté moins rapidement la flambée des cours mondiaux des ingrédients, qui ont atteint un niveau record sur la fin d'année. Le prix du lait transformé en beurre/poudre maigre valorisés sur le marché européen a culminé à 467 €/1 000 l en décembre 2021, soit près du double de son niveau d'avril 2020 !

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COLLECTE ET FABRICATIONS 2021

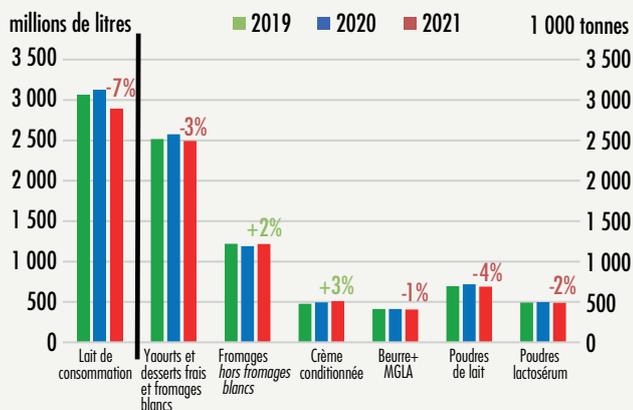
UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2021)



* hors fromages blancs
** y compris fromages blancs

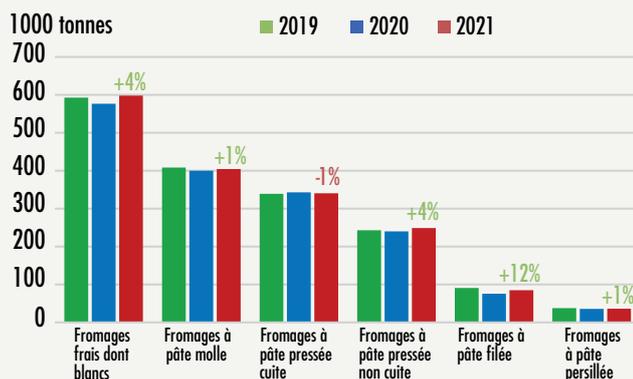
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2021, les transformateurs ont disposé de moins de matière utile (-0,9% /2020) dont la baisse est principalement due à une moindre collecte (-1,3%) partiellement compensée par une hausse des taux de matière grasse (+0,7% /2020). Ils ont privilégié les fabrications de fromages, de crème et de laits concentrés au détriment principalement des ingrédients laitiers faute de volumes suffisants et des laits conditionnés faute de demande.

Forte baisse des fabrications de laits conditionnés

Les fabrications de laits conditionnés ont chuté de -7%/2020 principalement en raison de la baisse de -9% des laits UHT et malgré une hausse des laits aromatisés et infantiles. Ainsi, la hausse liée au confinement n'a pas duré et le niveau de fabrication a décroché fortement notamment à la suite d'une baisse de la demande des ménages en GMS.

Poursuite de l'érosion des fabrications d'ultra-frais

Les fabrications de yaourts ont également baissé, pour les mêmes raisons, retrouvant ainsi la tendance précédente (-6% /2020). En revanche, celles de fromages blancs remontent sur leur niveau de 2018, compensant deux années de baisse (+4% /2020).

Plus de crème conditionnée et moins de beurre

Les fabrications de crèmes conditionnées ont continué de progresser (+3% /2020), retrouvant le rythme de progression d'avant la crise sanitaire (+3% par an entre 2013 et 2019). Les fabrications de beurre de consommation ont progressé grâce à des ventes soutenues. En revanche, celles de MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont chuté de -22% /2020 faute de disponibilités.

Ingrédients laitiers délaissés

Face à une collecte nationale en repli et à une préférence pour les fromages, les transformateurs ont réduit les fabrications de poudre (-4% /2020) et de beurre (-1,4%, au plus bas depuis 2010). De même, malgré une production de fromages dynamique, la poudre de lactosérum voit ses fabrications baisser de -1,5% et celles des caséines fléchissent de -3,8%.

Fabrications de fromages dynamiques

Dans ce contexte morose les fabrications ont augmenté (hors fromages blancs) de +2% /2020, revenant sur les niveaux antérieurs à la crise sanitaire. La demande intérieure et les exportations ont fortement augmenté (respectivement près de +10% et +2,6% en MSU).

Les fromages à pâtes pressées cuites font exception avec une baisse de fabrication de -1% (35% de la MSU fromagère). La fin du confinement a limité la consommation d'emmental, ce qui s'est répercuté sur les fabrications (-2%). Le Comté et le Beaufort s'affichent en progression de +4% après les perturbations de 2020, et reviennent ainsi dans leur tendance antérieure.

Les fromages à pâte molle (31% de la MSU fromagère) progressent dans leur globalité (+1%), mais cela n'est dû ni au camembert ni au brie dont les fabrications suivent la tendance baissière à l'œuvre depuis une dizaine d'années (respectivement -2% et -1%).

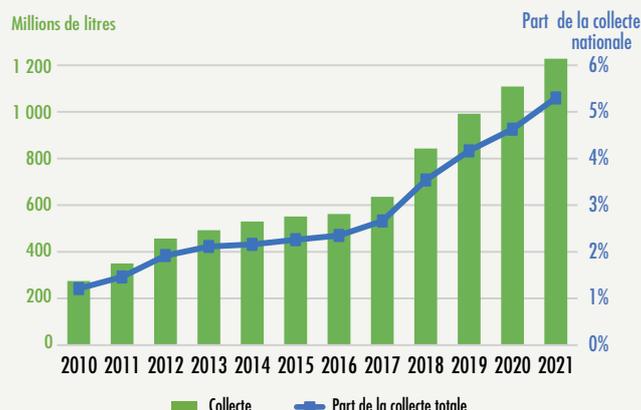
Les pâtes pressées non cuites (22% de la MSU fromagère) progressent également (+4% /2020) grâce au dynamisme du fromage à raclette (+14% /2020) qui surcompense le déclin du gouda, du Cantal, ou encore du Saint-Nectaire.

Les fromages à pâte filée, type *mozzarella* ont rebondi (+12% /2020), après la baisse en 2020, avec la réouverture de la RHD.

Enfin, pour les pâtes persillées (3% de la MSU) la progression est légère (+1%).

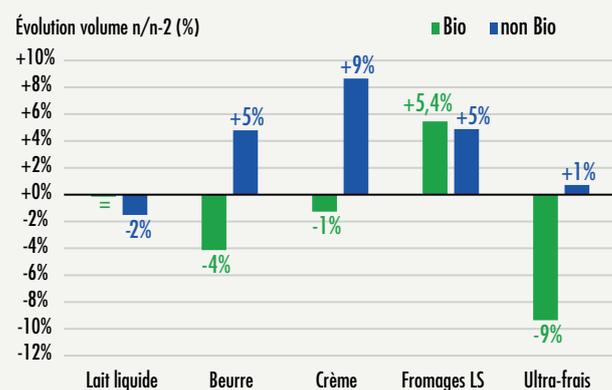
LAIT BIOLOGIQUE 2021

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES VENTES DE PRODUITS LAITIERS BIOLOGIQUES ET CONVENTIONNELS (2021 /2019)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL* DU LAIT BIO (STANDARD 38/32)



* Prix mensuels pondérés par la collecte
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2021, la filière laitière biologique est entrée dans des turbulences. L'arrivée de nouvelles conversions s'est traduite par une hausse très forte de la collecte, alors que la demande a fortement décroché, entraînant une situation de surproduction sur le marché.

Collecte toujours dynamique

En 2021, la collecte de lait bio a atteint 1,23 milliard de litres, en hausse de +11% /2020. Cette forte croissance de l'offre s'explique surtout par l'aboutissement de nombreuses conversions (plus de 300 selon le Cniel), qui se sont traduites par un nombre record de livreurs bio fin décembre (4 175, soit 9% du total). En moyenne sur l'année, la hausse du nombre de livreurs a été de +6% /2020, mais ces nouveaux convertis possèdent des volumes de référence supérieurs à la moyenne bio. Portée par la pluviométrie abondante au printemps et cet automne, la croissance des livraisons a atteint +15% au deuxième et troisième trimestre. La croissance est ensuite retombée à +6% sur le dernier trimestre.

En parallèle, la consommation de produits laitiers biologiques a décroché en 2021, après plusieurs années fastes marquées par des croissances à deux chiffres. D'après IRI, la consommation (en grandes et moyennes surfaces) aurait décroché dans toutes les familles de produits par rapport à 2020, année certes empreinte d'un contexte sanitaire particulièrement favorable à la consommation de produits laitiers bio. Les ventes auraient reculé de -7% /2020 sur les laits conditionnés, -9% sur le beurre, -10% sur la crème, -6% sur les fromages, et -7% sur l'ultra-frais. Dans plusieurs familles de produits bio, les ventes aux ménages sont même repassées sous leur niveau de 2019 alors que la collecte a crû dans le même temps de +25%. C'est le cas du beurre (-3% /2019), de la crème (-1% /2019) et de l'ultra-frais bio (-8% /2019), dont les parts de marché ont chuté depuis 2019, puisque le conventionnel demeure, sur deux ans, en progression sur ces trois gammes. Les ventes de laits liquides, premier débouché sur le marché bio, sont quant à elles revenues à leur niveau de 2019. Rappelons que la demande de produits laitiers biologiques se distingue de celle du conventionnel par sa forte dépendance au marché des PGC France. Les débouchés en ingrédients bio sont marginaux, et les exportations restent faibles. Ce repli de la consommation s'est donc inévitablement traduit par une forte hausse des volumes déclassés.

Stabilité des fabrications et déclassés en forte hausse

En MSU, les fabrications de produits biologiques sont restées stables pendant que la collecte a crû de +11% /2020. Dit autrement, la hausse des volumes déclassés sur 2021 correspond au surplus de collecte observé. Déjà très prononcé dans la filière biologique, le déséquilibre matière s'est creusé entre l'utilisation de matière grasse, qui reste en légère progression (+1,5% /2020) grâce à la hausse des fabrications de beurre (+4%) et de crème (+5%), et l'utilisation de la matière protéique qui a en revanche diminué (-2,4% /2020) en raison notamment des baisses de fabrications de yaourts (-4%), de poudres conditionnées (-6%) et surtout de laits liquides conditionnés (-4%).

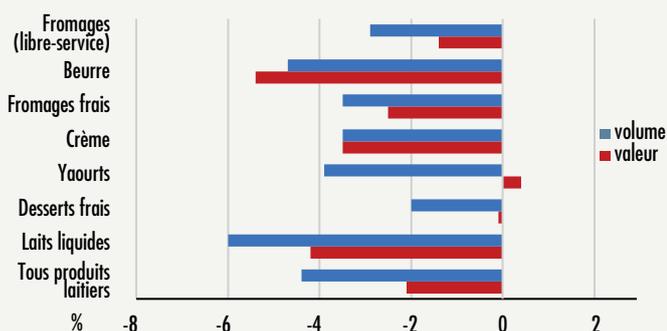
Le prix décroche en fin d'année

Si la revalorisation du lait conventionnel a permis de limiter le coût du déclassé pour les opérateurs, certains d'entre eux ont baissé le prix payé aux éleveurs bio à partir de la fin d'été. Le prix standard bio a donc décroché au dernier trimestre de -17 €/1 000 l, soit -3,5% /2020. Sur l'année, le prix standard s'est établi à 456 €/1 000 l (moyenne pondérée par les volumes), en baisse de -7 €/2020 (-1,4%). À 479 €/1 000 l, le prix payé n'aurait perdu que -3 €/2020 (-0,5%), grâce à une nette amélioration du taux butyreux moyen d'une année sur l'autre (de +0,4 g à 41,7 g/l), et dans une moindre mesure du taux protéique (+0,15 g à 32,81 g/l).

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

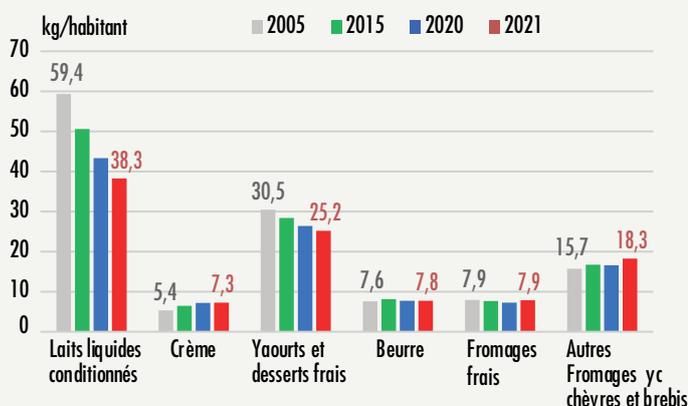
CONSOMMATION FRANCE 2021

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS EN FRANCE (% /2020)



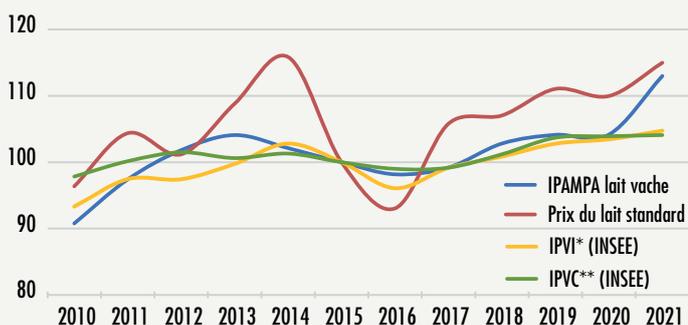
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2015)



*IPVI = Indice Prix de Vente Industriel INSEE
**IPVC = Indice Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

2020 a été une année atypique à la suite des différents confinements, ce qui a profité à la consommation de produits laitiers. Le retour à la « normale » en 2021 a ainsi vu revenir les tendances de fond d'avant crise sanitaire avec des baisses de demande intérieure notamment sur les laits conditionnés. Le fromage et la crème ont en revanche continué à progresser. Aussi, mesurée en équivalent lait par bilan, la consommation apparente a très légèrement augmenté de près de 1% selon nos estimations.

Baisse des achats des ménages en 2021

L'année 2020 avait enregistré un bond des achats des ménages en produits laitiers en GMS lors des deux confinements. En 2021, avec le retour à la « normale », ils ont presque retrouvé leurs précédentes tendances.

Ainsi, les volumes globaux de produits laitiers vendus par la GMS aux ménages ont baissé. Malgré des prix plus élevés, les ventes en valeur, ont aussi reculé (-4,4% en volume et -2,1% en valeur). La plus forte baisse concerne les laits liquides conditionnés (-6% /2020 en volume et -4,2% en valeur) dont la déconsommation repart de plus belle. Même la crème (-3,5% en volume et -3,5% en valeur) et les fromages vendus en libre-service (-2,9% en volume et -1,4% en valeur) ne font pas exception à cette tendance d'après les données IRI-CNIEL alors qu'en tendances, ce sont des produits en général plébiscités.

La réouverture de la restauration a fait un appel d'air sur la consommation de crème et de fromages notamment AOP qui se sont mieux vendus et rattrapent ainsi les chiffres des achats des ménages.

Consommation totale variable selon les principales familles de produits

D'après nos estimations par bilan, la consommation par Français de laits liquides conditionnés a fortement chuté à 38,3 l/hab. (-12% /2020), soit une chute de près de -4 l par rapport à l'an dernier et de -12 l depuis 2015.

La consommation apparente de beurre est stable à 7,8 kg/hab. La réouverture de la restauration commerciale a visiblement compensé la baisse des achats des ménages. En revanche, la consommation de crème demeure dynamique, +100 g à 7,3 kg/hab.

La consommation de yaourts et desserts frais a chuté fortement à 25,2 kg/hab. (-4,5% /2020), revenant sur les tendances de repli observées depuis plusieurs années. À l'inverse, celle des fromages frais, fromages blancs inclus, a fortement progressé de +9% à 7,9 kg, tandis que celle des autres fromages (tous laits confondus) a augmenté de +10% à 18,3 kg/hab du fait d'un bond des importations de fromages rapés et fondus¹.

Tous produits confondus, la consommation apparente de lait et produits laitiers est quasi stable à 309 litres équivalent par Français en 2021.

Évolution contrastée des prix à tous les maillons de la filière

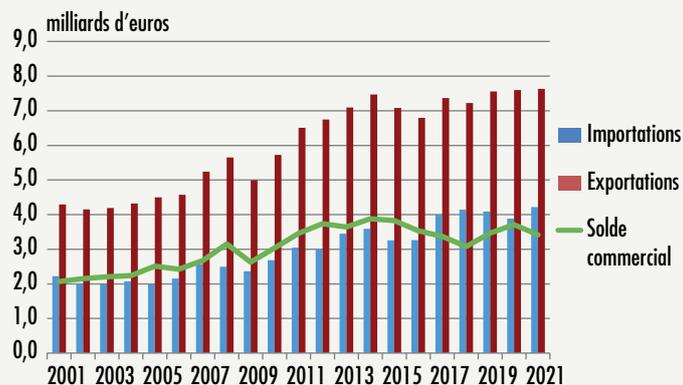
En base 100 par rapport à 2015, le prix du lait à la production a augmenté de +4,7% /2020 grâce à la hausse des prix des ingrédients laitiers. Les prix au stade de gros et de détail ont progressé, mais moins vite que sur les marchés exports, respectivement de +1,3 et +0,2%.

De son côté, l'IPAMPA a enregistré une très forte hausse de près de +8,5 % /2020. Celle-ci est notamment due à une flambée du cours des engrais ainsi que de l'énergie et du prix des aliments achetés. Cette augmentation s'est surtout accentuée au deuxième semestre sous l'effet d'une demande dynamique dans un contexte géopolitique tendu.

¹ dont les volumes sont sujets à caution.

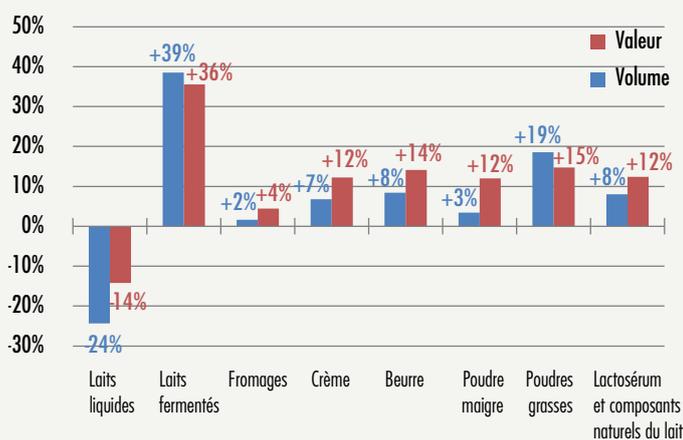
COMMERCE EXTÉRIEUR 2021

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



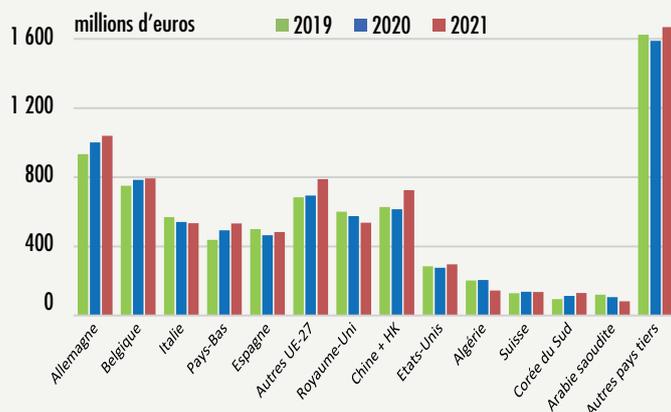
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2021 (% /2020)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CNIEL

Malgré des hausses d'exportations (+1% /2020 en euros), l'excédent commercial laitiers français a baissé durant l'année 2021, principalement du fait du bond des importations (+8% /2020) dû à la baisse de collecte.

Dégradation de la balance commerciale malgré de bons exports

En 2021, l'excédent commercial est revenu à son niveau de 2019 (-8% /2020, à près de 3,42 Mrds €). D'un côté, les exportations ont peu progressé (+1% à 7,63 milliards €). Les volumes ont globalement baissé notamment ceux de lait liquide vrac et de laits conditionnés (respectivement -24 et -33%) et ceux du lait infantile (-12%), mais les valeurs ont progressé. De l'autre, les importations ont bondi (+8% à 4,22 Mrds €), du fait de besoins importants avec la baisse de la collecte. Les volumes importés ont fortement progressé (+12% en équivalent lait) et les prix ont fortement augmenté en 2021.

Haussé du déficit commercial en matière grasse et de l'excédent en ingrédients secs

Avec la baisse de la collecte en France, les exportations de lait liquide vrac et de laits conditionnés ont fortement chuté vers les pays limitrophes. Les importations ont également baissé notamment en provenance des Pays-Bas, d'Espagne et d'Allemagne mais dans une moindre mesure. Dans ce contexte, le solde commercial a baissé de -4% à 182 Ms € pour le lait vrac et de -25% pour le lait conditionné en valeur sur l'année 2021.

Le solde commercial des fromages s'est encore dégradé, pour la quatrième année consécutive, de -4% /2020, à +1,2 Mrd € en 2021. Les exportations ont progressé (+2% en volume et +4% en valeur, à +3,2 Mrds €) surtout vers l'UE-27 (+9% vers les Pays-Bas, +13% vers l'Espagne et +9% vers le Luxembourg en volume) et en baisse vers les pays tiers (-4% en volume), notamment vers le Royaume-Uni (-21% à 60 400 t). Mais les importations ont bondi de +10% en volume (à 530 000 t) comme en valeur (à 2 Mrds €) principalement en provenance d'Europe.

Pour la matière grasse, la France a davantage exporté (+8% en volume et +14% en valeur) notamment vers la Belgique, l'Italie et la Corée du Sud. Toutefois, les importations annuelles ont, elles aussi, fortement augmenté (+7% en volume et +20% en valeur), en provenance des Pays-Bas et d'Irlande principalement. Le déficit commercial s'est donc amplifié à -337 M€ en 2021. Le solde commercial en crème est repassé dans le négatif à -10 M€ pour les mêmes raisons.

L'excédent commercial en ingrédients secs s'est de nouveau étoffé (+14% à 1,26 Mrd €) principalement grâce à la hausse des cours des protéines laitières, mais également grâce à une bonne dynamique à l'export. L'excédent de poudre maigre a progressé en valeur (+13% à 600 M€), ainsi qu'en volume grâce à d'importants exports vers la Chine (+10% à 28 000 t) et vers l'Indonésie (+152% à 13 900 t) et ce malgré une moindre demande algérienne. L'excédent en caséines a aussi bondi de +14% à 260 M€. Les exportations sont restées globalement stables en volumes mais les importations ont baissé de -12% en volume. L'excédent commercial des poudres grasses a bondi de +28% à 39 M€ grâce à des exports en hausse (+10%) et au tassement des imports. Enfin, les exportations de poudre de lait infantile ont marqué le pas (-9% à 824 M€) tandis que les importations ont baissé de -13% à 202 M€, aboutissant à une chute de -7% de l'excédent à 622 M€.

Progression des exports vers l'UE comme vers les pays -tiers

Les exportations vers les pays de l'UE ont progressé en valeur de +5% principalement grâce à des exportations dynamiques vers l'Allemagne (+4% en valeur), vers la Belgique (+1%) ou vers les Pays-Bas (-8%) mais au détriment de l'Italie (collecte dynamique). Les échanges avec le Royaume-Uni ont en revanche fortement baissé depuis sa sortie effective de l'UE (-7% /2020 en valeur). Malgré cela, les exportations vers les pays tiers ont progressé de +3% /2020. Ce sont surtout les exportations vers l'Asie de l'Est qui ont progressé, principalement vers la Chine (+18% en valeur /2020) et la Corée du Sud (+14%) au détriment des marchés d'Afrique du Nord (-30% vers l'Algérie) et du Moyen-Orient (-22% vers l'Arabie Saoudite).

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

En 2021, les écarts se creusent entre les systèmes laitiers

Parmi les systèmes laitiers étudiés, le revenu 2021 des producteurs laitiers bio de plaine est celui qui est très nettement orienté à la baisse (-5 100 €/UMOex) du fait de la chute du prix du lait, des aides et de la hausse des charges de structure. Dans les montagnes et piémonts du Sud, les revenus ont été relativement stables mais à un niveau structurellement bas (16 000 €/UMOex). La hausse du prix du lait et des produits joints n'a pas suffi à compenser la hausse des charges d'approvisionnement. Les exploitations laitières en filières AOP des massifs de l'Est ont elles aussi été pénalisées par des charges alimentaires en hausse, mais le prix du lait a progressé et maintenu une légère croissance des revenus qui restent le double de celui des autres massifs montagneux (32 400 €/UMOex). Pour les trois systèmes de plaine étudiés, où le lait « conventionnel » est majoritairement vendu sans démarcation, les revenus ont été en hausse. Ils ont été tirés par une conjoncture 2021 très favorable pour les cultures de vente, alliant rendements et cotations élevés, et des prix du lait et du co-produit viande bovine en hausse. Cette évolution favorable des produits d'exploitation a compensé l'inflation des charges pour tirer les revenus vers le haut et dépasser 35 000 €/UMOex. Néanmoins la guerre en Ukraine pourrait encore booster les prix des intrants et des céréales, pénalisant les élevages.

LA PART DES GRANDES CULTURES DÉTERMINANTE SUR LE REVENU

La hausse record des charges

Le léger frémissement de l'IPAMPA lait de vache entrevu fin 2020 s'est transformé en véritable tsunami en 2021. Porté par des hausses spectaculaires des prix des engrais (au deuxième semestre), des carburants et des matériaux de construction, les prix des intrants des fermes laitières a subi une hausse de plus de 8% entre 2020 et 2021. Il faut remonter jusqu'à 2011 pour trouver une hausse d'une telle ampleur. Si elle a impacté les revenus de 2021, nul doute qu'elle affectera au moins autant voire davantage ceux de 2022. En effet le prix des engrais a essentiellement flambé fin 2021, affectant les achats de morte-saison mais avec une répercussion sur les résultats 2022. La guerre en Ukraine rajoute aux incertitudes en février 2022.

La collecte laitière et les trésoreries en berne

Si le prix des engrais se répercutera sur le résultat 2022, les factures ont déjà été honorées. De même l'année climatique a permis de (re) constituer des stocks fourragers importants, ce qui est toujours positif mais qui a aussi coûté plus cher en carburant, matériel et intrants divers. Face à ces avances de charges, il n'y a, pour l'heure, pas ou peu de recettes supplémentaires, il faudra attendre l'été prochain pour les cultures, dans le courant de l'hiver pour le lait (négociation du prix 2022). Or l'hiver est bien entamé et à en examiner les chiffres moroses de la collecte laitière, il semble évident que les éleveurs ont levé le pied dans la distribution des concentrés. Le coût de ces derniers est désormais suffisamment haut pour en limiter les achats et donc freiner les lactations des vaches. Les trésoreries semblent à la peine et le moral des éleveurs en berne avec pourtant un prix du lait qu'on aurait jugé encourageant il n'y a pas si longtemps.

Des revenus élevés mais liés à la part des cultures de ventes

Les revenus ont été bons et en hausse dans les systèmes de plaine où la sole en cultures de vente est importante et les rendements et les prix des récoltes synonymes d'une grande année. Les systèmes en polyculture élevage laitier (qui ont plus de 30% de la SAU en grandes cultures et/ou cultures industrielles) ont connu en 2021 la plus forte augmentation du résultat (+44% et +15 600 €/UMOex). A contrario, les exploitations spécialisées essentiellement orientées sur la production laitière, voient les euros gagnés sur le prix du lait et de la viande engloutis par la hausse des charges. L'association lait + cultures est la combinaison gagnante avec un revenu moyen sur la période 2011-2021 des polyculteurs éleveurs laitiers qui devance nettement celui des autres systèmes et ce, en dépit d'années très mauvaises (2013, 2016). Ce niveau de résultat ne laisse pas pour autant présager un avenir radieux pour la production laitière dans ces exploitations : on y relève, tous systèmes confondus, la plus faible progression des volumes de lait livré depuis la suppression des quotas : +2% seulement de croissance entre 2014 et 2021. De là à penser que les stratégies de développement et les agrandissements de surfaces (+6%) profitent plus aux cultures qu'aux vaches laitières...

Les élevages laitiers bios dans le dur

Malgré un contexte climatique 2021 plus favorable à la pousse de l'herbe et à la reconstitution des stocks, les éleveurs laitiers bio doivent faire face à un nouveau défi : la baisse du prix du lait. Après plusieurs augmentations successives ces dernières années et une stagnation en 2020, il enregistre un recul de -10 €/1 000 l en 2021. Il ne s'agit cependant là que d'une moyenne estimée entre les principaux collecteurs de lait bio : certains ont reconduit leur tarif de 2020 tandis que d'autres accusent un recul de -30 €/1 000 l. Les écarts de prix entre collecteurs s'accroissent pour une même catégorie de lait, bio ou conventionnel. Ils contribuent, pour

une partie non négligeable, au creusement des écarts de performance entre les exploitations. Les producteurs de lait bio, malgré leur conduite économe du troupeau et des surfaces, ont subi une baisse de leur revenu de -5 100 €/UMOex d'une année sur l'autre, causée par la hausse des charges de structure (mécanisation), la baisse des aides et du prix du lait.

Stabilisation des revenus en montagne mais...

Les systèmes de montagne sont de gros consommateurs d'aliments concentrés nécessaires à la densification des rations à base d'herbe. Comme ils en produisent très peu, ils sont contraints d'en acheter et sont particulièrement sensibles aux évolutions de prix. En 2021, ils ont donc été fortement pénalisés, d'autant plus que les cahiers des charges des AOP, des IGP et des filières sans OGM auxquels ils sont soumis pour la grande majorité, les conduisent à des sur-majorations de prix pour des gammes d'aliments spécifiques. La hausse du prix du lait dans les massifs de l'Est permet d'y faire face, avec plus ou moins de réussite : les revenus sont en hausse en Franche-Comté, mais en baisse dans les Savoies. Dans les autres massifs, les revenus sont à peine stables, mais surtout demeurent structurellement extrêmement bas (16 000 €/UMOex). Les coûts de production, pour diverses raisons (productivité, coût des appro et des équipements...) y sont plus élevés qu'en plaine et ne sont que très partiellement compensés par les

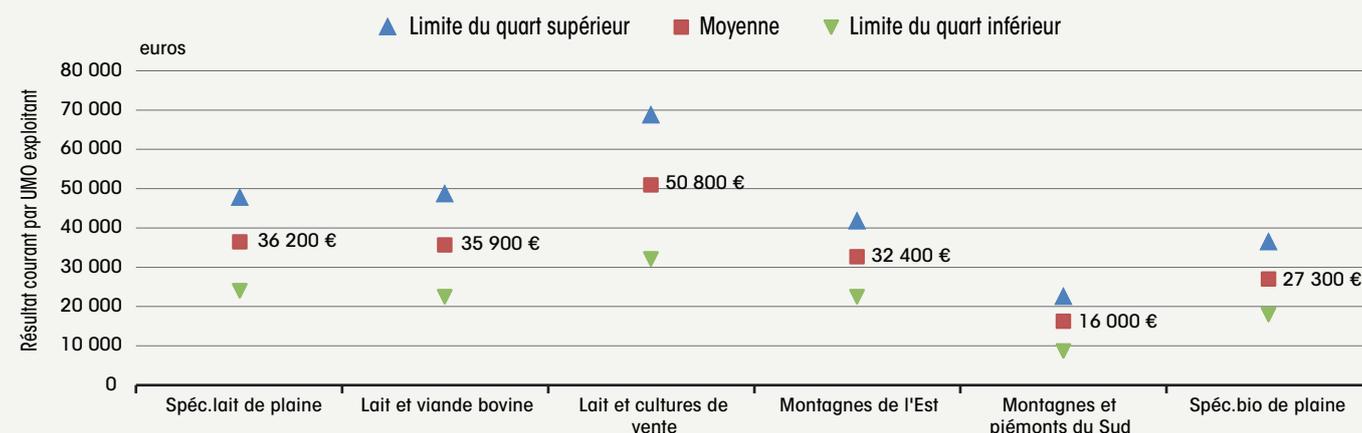
ICHN. Surtout le prix du lait, n'y bénéficie d'aucune démarcation pour près de 75% des volumes livrés. Pour les 25% démarqués, le plus souvent sous SIQO, il existe des plus-values, mais elles ne sont pas déterminantes.

Des coûts de production et prix de revient 2021 en hausse

Par nécessité économique, les éleveurs laitiers se sont adaptés au contexte inflationniste sur les charges. Ayant pu trouver un allié bienvenu dans le climat 2021, ils auront sans doute, pour ceux qui le peuvent, accru la part de pâture afin d'économiser des correcteurs azotés. La quantité et la qualité des stocks auront incité certains éleveurs à limiter leurs achats. Les impasses sur les fumures phospho potassiques, les reports des investissements pour cause de surcoût, mais aussi de faible disponibilité des matériaux de construction seront un répit pour les trésoreries. Reste que tout ceci aura un effet sur les volumes de lait livrés. S'il est encore trop tôt pour juger de l'impact de toutes ces adaptations sur les coûts de production du lait, on peut d'ores et déjà affirmer qu'à conduite identique, l'augmentation des charges se serait traduite par une hausse du coût de production 2021 d'une vingtaine d'euros par 1 000 l. La légère augmentation des produits joints (réformes et veaux nourrissons) se neutralisant avec la baisse des aides, le prix de revient du lait a été lui aussi majoré d'une vingtaine d'euros.

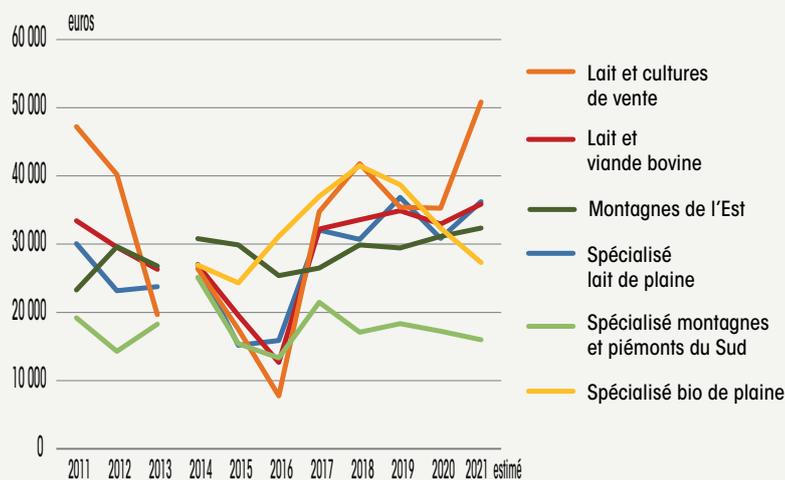
ESTIMATIONS DES RÉSULTATS COURANTS 2021

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2021.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

À l'exception des systèmes laitiers des montagnes et piémonts du Sud, les revenus 2021 ont été quasiment tous supérieurs à 30 000 €/UMOex. Ils semblent aussi se maintenir à ce niveau voire au-dessus sur la période 2017-2021 ce qui contraste avec la période 2011-2016, très marquée par des crises (2015 et 2016) et durant laquelle des revenus supérieurs à 30 000 €/UMOex étaient rarement constatés. Le prix du lait (très bas en 2015 et 2016) et les niveaux de charges (très élevés en 2011 et 2012) peuvent expliquer en partie les écarts entre ces deux périodes. Il faut y ajouter les évolutions de dimensions des structures laitières qui ont aussi un impact considérable. Ainsi l'échantillon « lait spécialisé de plaine » a connu entre 2014 et 2021 des croissances à deux chiffres pour ses effectifs de vaches (+20%) et ses surfaces (+28%). Les volumes de lait livrés se sont accrus de +27% (+159 kl) et participent aussi à ces évolutions favorables de revenu, même si, ils ont été accompagnés d'investissements conséquents.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2021 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2021 ont été réalisées à partir des données de 288 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait (39 élevages bio et 249 conventionnels). Ces exploitations sont reconnues pour leurs dimensions et leurs performances technico-économiques au dessus de la moyenne des exploitations laitières françaises. Leurs données permettent de porter une analyse par système d'exploitations.

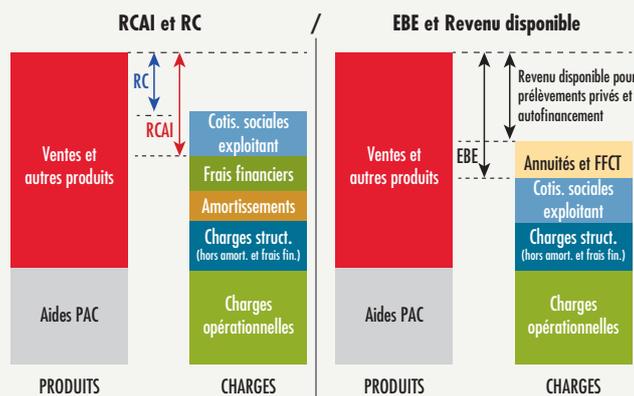
Les estimations sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2020 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2021. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses et variées : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), FranceAgriMer (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)...

Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales calculées sur la moyenne triennale.

Plus d'informations : <https://idele.fr/fileres/bovin-lait>

-> Les dossiers techniques ; -> les hypothèses d'évolution de prix

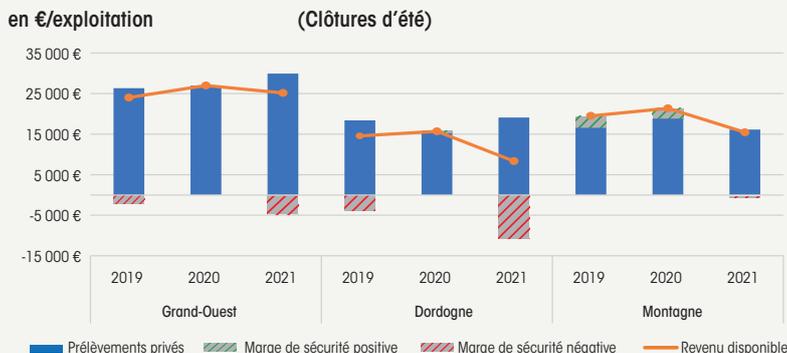
INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

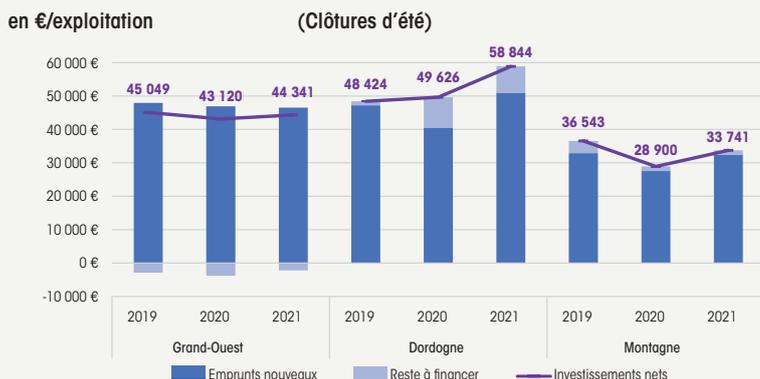
ÉTÉ 2021 : LA SITUATION FINANCIÈRE SE DÉTÉRIORE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ



Source : Étude pour la CNE « été 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT



Source : Étude pour la CNE « été 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

Dans un contexte de baisse de production laitière, accompagnée d'une érosion du prix du lait jusqu'à mi-2021 et d'une hausse des charges, l'Observatoire de la situation financière des exploitations bovines* a mis en évidence, une baisse marquée de l'EBE des exploitations laitières composant l'échantillon suivi (résultats de 528 exploitations laitières du Grand-Ouest, du Cantal et de la Dordogne, clôtures comptables en avril-juin 2021). Avec des annuités qui évoluent de façon contrastée, le revenu disponible a connu malgré tout une forte baisse dans toutes les zones. En conséquence, il s'est établi en moyenne à 22 000 € par unité de travail non salariée (UMOex), ce qui ne permet pas l'existence d'une marge de sécurité, quelle que soit la zone. Les prélèvements privés se sont maintenus à environ 26 000 € par UMOex. Les investissements sont constatés en hausse dans toutes les zones, entièrement financés par de nouveaux emprunts de long et moyen terme.

La trésorerie nette globale moyenne a diminué, et présente une forte disparité entre les zones, et les dettes court-terme des exploitations laitières, déjà élevées, ont été en hausse. La dégradation de la situation financière en montagne est soulignée. Le contraste dans l'évolution de la trésorerie nette globale entre les trois groupes est de plus en plus important, le groupe "TNGnégative" comptant 42% des élevages suivis en France, et toutes les zones sont concernées. Les élevages devront en plus faire face à la hausse des charges continue sur 2021 (et en 2022).

(* Observatoire de la situation financière des exploitations bovines (lait et viande), 2021, étude Idele-CNE, échantillon « été 2019-2020-2021 », d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

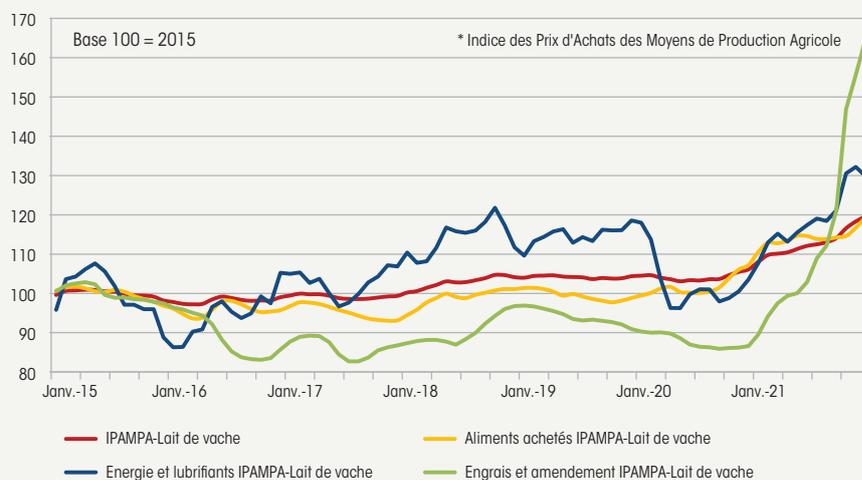
ENVOLÉE DE L'INDICE IPAMPA ; LA MILC AU PLUS BAS DEPUIS 2016

L'IPAMPA lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières

L'IPAMPA a progressé tout au long de l'année pour s'établir à un niveau inédit de 119,6 en décembre 2021, soit près de 13 points de plus qu'en décembre 2020. En moyenne annuelle, il culmine à 8% au-dessus de son niveau de 2020. Plus d'un quart de la hausse de l'indice émane de la progression du prix des aliments (+12% /2020), de nouveau en hausse en fin d'année, après avoir connu une relative stabilité depuis mai. La flambée la plus spectaculaire concerne le prix des engrais et amendements (+32% en moyenne sur l'année, +90% en décembre). Le prix de l'énergie, porté par la hausse des carburants, s'est également fortement apprécié (+16% en moyenne sur l'année, +25% en décembre). Le prix des biens d'équipements et des bâtiments (+10% /2020) contribue aussi à la hausse de l'indice.

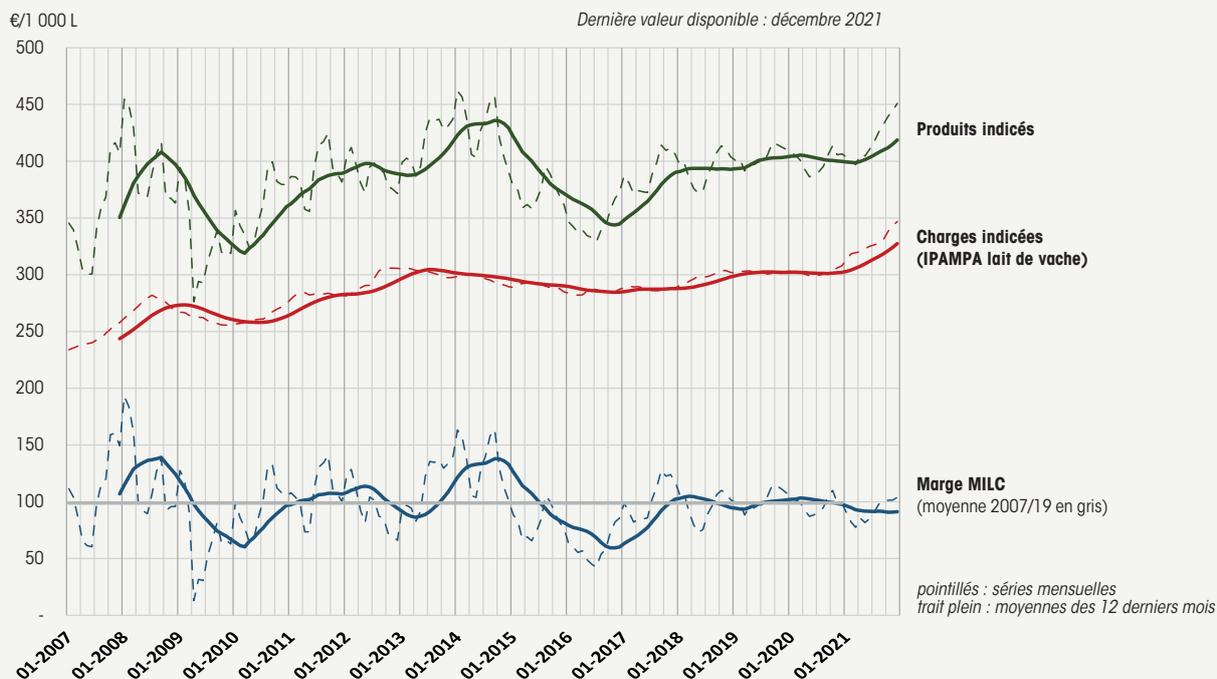
En 2021, en moyenne sur un an, la **MILC** s'est établie à 91,3 €/1 000 l, son pire niveau depuis 2016, en baisse de -6 € par rapport à 2020. Cette dégradation de l'indice s'explique par le fait que la hausse des charges n'a d'abord été accompagnée que d'une moindre hausse des prix du lait lors des premiers mois de l'année. En mars, la MILC s'établissait à **77,5 €/1 000 l, soit -20 € en deçà de son niveau de 2020**. La lente remontée du prix du lait à partir du printemps, bien aidée par la revalorisation des cotations des vaches de réforme, ont ensuite permis à la MILC de se redresser, malgré la hausse concomitante des charges. La MILC est même repassée au-dessus de son niveau de 2020 à partir de novembre.

ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE – annuités LMT – prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels – dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40 %, dettes totales/actif < 40 %
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG négative

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

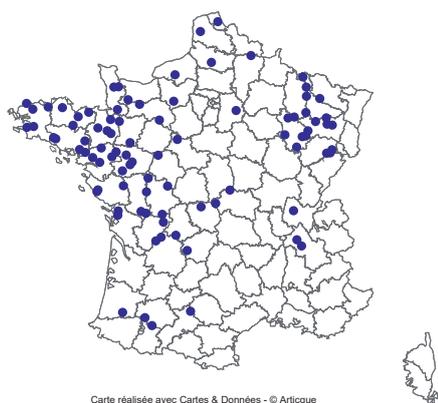
Un revenu assez stable depuis 2017-2018



DONNÉES REPÈRES

- 2,45 UMO totales dont 1,87 UMO exploitant
- 133 ha de SAU dont 98 ha de SFP
- 94 vaches laitières / 749 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 89 EXPLOITATIONS



Les bons rendements fourragers et céréaliers couplés à un meilleur prix du lait ont permis de compenser la hausse des charges et d'améliorer le résultat courant. L'impact de la flambée du prix des intrants pourrait être encore plus marqué en 2022.

Une bonne année fourragère sur l'ensemble du territoire

Après une année 2020 difficile, marquée par un fort déficit fourragère dans le Nord-Est et des rendements en céréales en baisse dans l'Ouest, beaucoup d'éleveurs ont pu reconstituer leurs stocks fourragers en 2021. L'été pluvieux a permis d'allonger fortement la durée de pâturage jusqu'à la fin de l'automne. Avec l'abondance des rendements en maïs ensilage, une partie de la sole a été vendue en grains.

Hausse du prix du lait et amélioration du produit cultures

La légère hausse des volumes livrés (+1,2%/2020) couplée à l'augmentation du prix (+12 €/1 000 l), a permis d'accroître le produit lait (+4,4%). Les éleveurs ont également bénéficié en 2021 de cotations plus favorables pour les vaches de réformes. Si le résultat 2020 avait été pénalisé par des achats compensateurs de fourrages et de paille (surtout dans le Grand Est), en 2021, c'est la hausse du prix des concentrés qui a impacté les charges opérationnelles. En outre, avec l'augmentation du prix du carburant et la multiplication des récoltes d'herbe (pousse continue en 2021), les frais de récolte ont aussi été en nette hausse ainsi que les charges de structure (+5%).

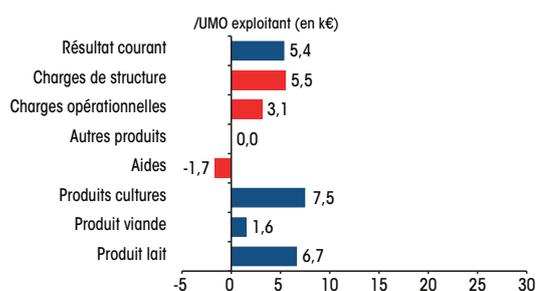
Face à la hausse des intrants, les éleveurs ajustent leur conduite technique

Face à la hausse de prix des intrants les éleveurs tentent, en fonction de leur système de production, de trouver des leviers d'adaptation pour en limiter l'impact. Sur 2021, les systèmes les plus herbagers ont pu allonger la présence au pâturage et réduire ainsi les achats de correcteurs azotés. Pour les systèmes fonctionnant davantage sur stocks et maïs ensilage, les marges de manœuvre sont plus limitées, d'autant plus si l'on souhaite maintenir le niveau de production par vache. Si l'impact de la hausse du prix des engrais a été très limité pour 2021, les écarts d'efficacité économique risquent de se creuser en 2022 entre les éleveurs ayant réussi à se couvrir en engrais avant l'automne et ceux qui subiront de plein fouet la flambée de l'azote minéral observée fin 2021, renforcée aujourd'hui par la guerre en Ukraine. Ces derniers vont probablement adopter des stratégies de réduction des achats telles que les impasses sur la fertilisation phospho-potassique et les amendements. Le niveau des stocks fourragers en sortie d'hiver pourrait aussi les encourager à réduire la fertilisation azotée sur la surface fourragère. En revanche, la bonne conjoncture sur les céréales devrait moins inciter aux économies.

Vers un report des investissements ?

Avec des coûts de construction des bâtiments en forte hausse sur 2021 et l'augmentation constante des prix des matériels agricoles, les éleveurs laitiers vont probablement différer des investissements. Une décision qui retardera certains projets visant à améliorer les conditions de travail de l'exploitant, mais qui à l'inverse permettra d'éviter une hausse des niveaux d'endettement.

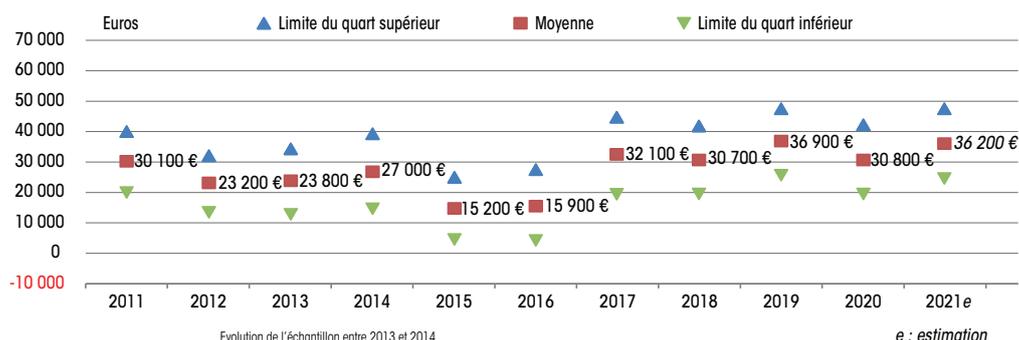
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

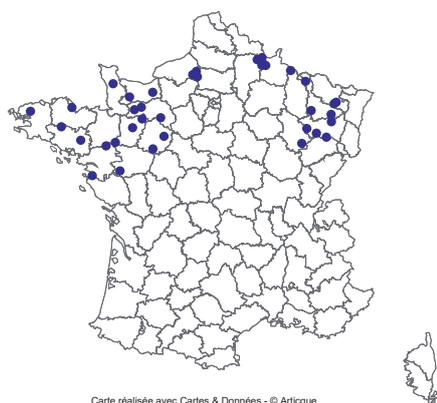
La hausse des produits a dépassé celle des charges



DONNÉES REPÈRES

- 2,65 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 163 ha de SAU dont 135 ha de SFP
- 102 vaches laitières / 753 000 litres de lait vendus
- 62 UGB viande

LOCALISATION DES 37 EXPLOITATIONS



L'année 2021 rompt avec la succession des sécheresses estivales et a permis de reconstituer les stocks fourragers. Elle a aussi été marquée par une hausse du cours des produits agricoles. Un contexte favorable remis en cause par la flambée actuelle des intrants.

Une bonne année fourragère

Après une année 2020 marquée par un fort déficit fourrager notamment dans le Nord-Est, beaucoup d'éleveurs ont pu reconstituer leurs stocks fourragers en 2021. Malgré une pousse de l'herbe retardée au début du printemps (températures fraîches, gelées tardives), une pluviométrie régulière a permis de maintenir une partie de l'été du pâturage, sans recours à l'affouragement.

L'augmentation des rendements en maïs (+20 à +30% selon les régions) a engendré une part plus importante de maïs grain vendu.

Une hausse globale du produit

La hausse des volumes livrés et du prix du lait (+12 €/1000 l) a permis d'accroître le produit lait de 5 200 €/UMOex. La conjoncture favorable sur le marché de la viande a entraîné une hausse de 2 200 €/UMOex des produits joints. Les produits des cultures (+4 300 €/UMOex) ont augmenté avec des prix et des rendements en hausse sur la presque totalité du territoire.

Malgré des achats de fourrages et de paille en baisse, l'envolée du cours des concentrés a fortement impacté les charges opérationnelles (+2 800 €/UMOex). Les charges de structures sont aussi en hausse (+4 400 €/UMOex) du fait d'un prix du carburant plus élevé et de prestations de récolte d'herbe plus nombreuses.

Une augmentation de l'efficacité économique

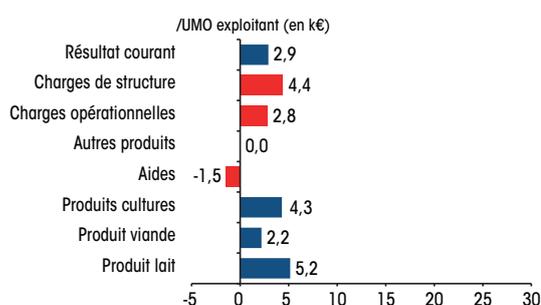
La hausse du produit brut a été plus forte que celle des charges en 2021, ce qui a permis une augmentation de l'excédent brut d'exploitation (+9,7%) et de l'efficacité économique (+3,5%). Le résultat courant 2021 (35 900 €/UMOex) serait le plus élevé des dix dernières années, bien qu'il soit relativement stable depuis 2017.

Ce résultat reste à nuancer car un effet ciseaux entre les produits et les charges pourrait rapidement apparaître du fait de l'augmentation continue du cours des intrants (aliments, engrais, plastique, carburant).

Face à la hausse des intrants, les éleveurs ajustent leur conduite technique

Les contrats sur les intrants touchant à leur fin, les éleveurs réfléchissent à limiter la quantité de concentrés utilisés dans les rations. Néanmoins, cela peut s'avérer difficile à mettre en œuvre pour des élevages à haut niveau de production. Le choix de favoriser des céréales autoconsommées s'avère aujourd'hui nuancé au vu du prix de vente des céréales. La place de la viande, en sursis ces dernières années, pourrait perdurer si les cours restent porteurs même si elle est toujours dépendante des ressources fourragères disponibles. Heureusement, 2021 a été une année favorable pour faire des réserves.

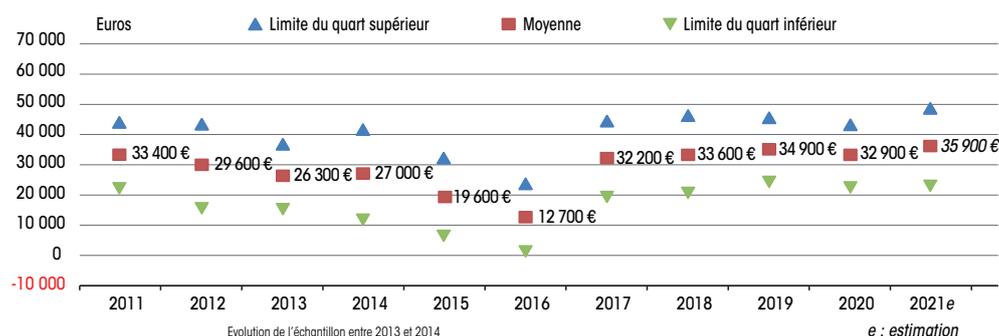
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

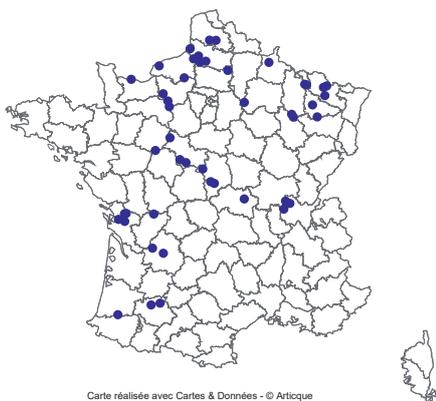
Un bon résultat 2021 grâce aux cultures de ventes



DONNÉES REPÈRES

- 2,74 UMO totales dont 2,02 UMO exploitant
- 210 ha de SAU dont 125 de cultures de vente
- 86 vaches laitières / 718 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 47 EXPLOITATIONS



Les systèmes de polyculture-élevage avaient été impactés par une forte baisse des rendements en 2020. Ils ont bénéficié en 2021 d'une conjoncture beaucoup plus favorable, entre rendements en hausse et forte augmentation des prix.

Retour à la normale voir mieux côté rendements

Les rendements des cultures se sont améliorés par rapport à 2020, pour retrouver des niveaux moyens en céréale à paille, betterave sucrière et pomme de terre. Pour le lin, très présent dans les assolements du nord de la France, le printemps humide a impacté la qualité et le rendement voire même compromis la récolte de certaines parcelles. Pour le maïs, la récolte 2021 a établi un nouveau record.

Les prix des grandes cultures s'envolent

Les prix de vente du blé, du maïs, du colza ont, quant à eux, explosé notamment en fin d'année, ce qui explique une évolution très favorable du produit cultures (+22 300 €/UMOex). Ce résultat moyen est néanmoins à analyser avec précaution. Il peut varier d'une exploitation à l'autre en fonction des périodes de vente ou de contractualisation, les prix ayant fortement fluctué au cours de l'année.

Le prix du lait progresse légèrement, le volume stagne

Le prix du lait conventionnel a augmenté d'une douzaine d'euros pour atteindre 380 €/1 000 l. Les volumes livrés étant plutôt stables entre 2020 et 2021, le produit lait a peu progressé : +3 700 €/UMOex, complété par une légère augmentation des produits liés aux ventes d'animaux (+1 300 €/UMOex).

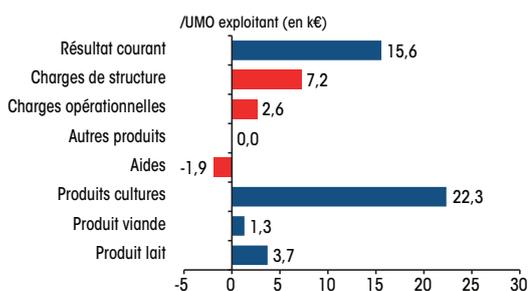
Les prix des intrants flambent

Les charges opérationnelles et de structure ont connu une hausse cumulée de 9 800 €/UMOex, ce qui est considérable et lié à l'envolée des coûts des principaux postes de dépenses comme les achats d'alimentation du bétail et les carburants. Pour les engrais, les achats de la campagne 2021 se sont faits à des tarifs relativement abordables. Mais l'explosion des prix depuis mi 2021, qui ont atteint des niveaux jamais égalés à l'automne, va très probablement impacter le résultat 2022 pour ces systèmes de polyculture très dépendant de fertilisants. Dans l'immédiat, le revenu moyen 2021 est très bon (50 800 €/UMOex) avec une hausse de 15 600 €/UMOex, essentiellement imputable aux bons résultats de l'atelier cultures.

Une stagnation conjoncturelle et structurelle des volumes de lait

La flambée des prix des aliments concentrés conduit les éleveurs à réduire les achats et, par la même, la lactation des vaches et les volumes livrés. Ainsi, depuis de longues années, la production de lait dans les zones de polycultures-élevage accuse des baisses de production. Pour les élevages qui résistent dans ces zones, la question du maintien de l'atelier d'élevage est posée lorsqu'il y a pénurie de main-d'oeuvre en particulier.

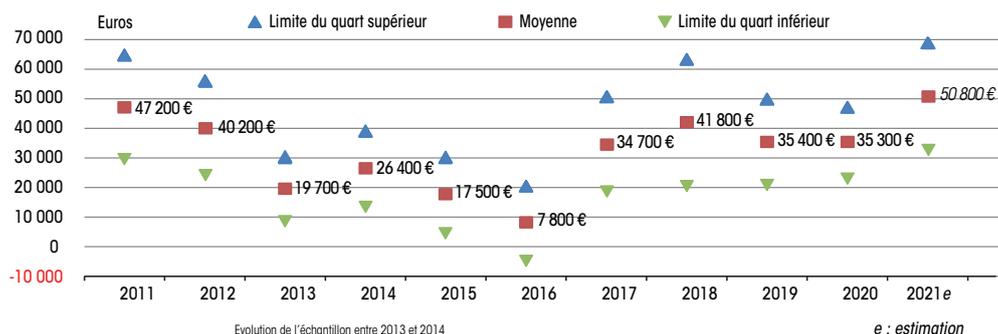
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

Campagne fourragère et prix du lait à un bon niveau



DONNÉES REPÈRES

- 2,39 UMO totales dont 2,15 UMO exploitant
- 104 ha de SAU dont 100 ha de SFP
- 65 vaches laitières / 404 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 22 EXPLOITATIONS



En 2021, les revenus ont été consolidés par un prix du lait qui continue de s'apprécier. La bonne campagne fourragère a limité la charge alimentaire.

Les filières AOP dans une conjoncture positive

Dans la continuité de 2020, la consommation de fromages AOP reste soutenue et permet une consolidation du prix du lait (+14 €/1 000 l). Après une année 2020 marquée par des mesures temporaires de restriction de volumes, les livraisons ont globalement été en hausse bien que parfois pénalisées pour les exploitations où les stocks fourragers étaient de qualité insuffisante. Le produit lait a été en hausse (+1 900 €/1 000 l) de même que les ventes de bovins profitant d'une conjoncture favorable (+500 €/UMOex).

Une campagne fourragère compliquée mais favorable

Dans les montagnes de l'Est, la faible pluviométrie en sortie d'hiver a permis une mise à l'herbe précoce mais la chute des températures au printemps suivie d'un été très pluvieux a compliqué la gestion du pâturage. Les fauches ont donné de bons rendements mais de qualité très variable. Les exploitations équipées de séchage en grange ont pu profiter de courtes fenêtres météo favorables pour récolter d'excellents fourrages. À l'inverse les foin séchés au sol sont souvent de qualité médiocre. Ce regain global d'autonomie a réduit les charges opérationnelles (-800 €/UMOex) qui avaient flambées en 2020 à cause de nombreux déficits fourragers. La forte hausse des cours des aliments non OGM est donc contrecarrée par une moindre consommation.

Les charges de structure s'envolent

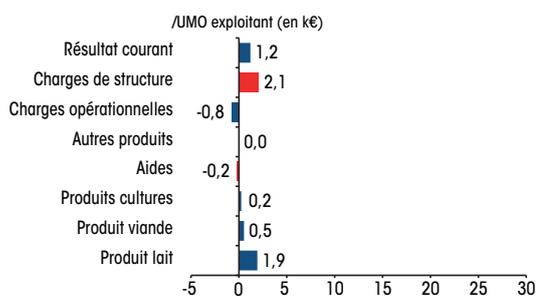
La pousse continue de l'herbe a permis de reconstituer les stocks notamment par la multiplication des fauches mais dans un contexte de hausse importante des prix des carburants et des fournitures (filets, bâches, plastiques), cela a généré une augmentation sensible des charges de structure (+2 100 €/UMOex). De même, le contexte inflationniste sur le marché des matériaux de construction et d'équipement décuple les montants des investissements actuels et à venir. Il va se répercuter sur les besoins de financements des exploitations.

Consolidation des revenus mais forte hétérogénéité

Dans les montagnes de l'Est, le résultat courant poursuit donc sa consolidation, avec une légère augmentation entre 2020 et 2021 (+ 1 200 €/UMOex). Mais cette tendance moyenne cache des disparités très importantes entre les deux massifs (*), le revenu augmentant nettement en Franche Comté (+8 500 €/UMOex) et diminuant fortement dans les Savoies (-7 500 €/UMOex). Les évolutions de prix du lait peuvent en partie expliquer ces oppositions de tendances : il croît de +20 €/1 000 l dans le Doubs et le Jura et seulement de +7 €/1 000 l dans les Savoies où la baisse des livraisons est également très sensible (-4% en 2021).

(* l'échantillon se compose de 45% d'exploitation des Savoies et de 55% d'exploitations de Franche Comté

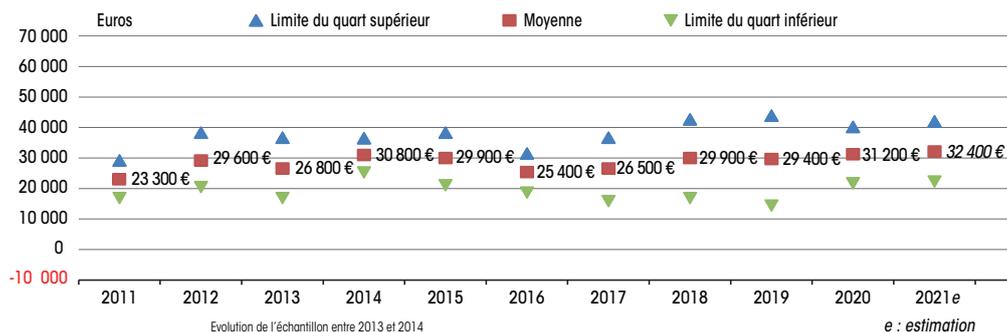
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONTIS DU SUD

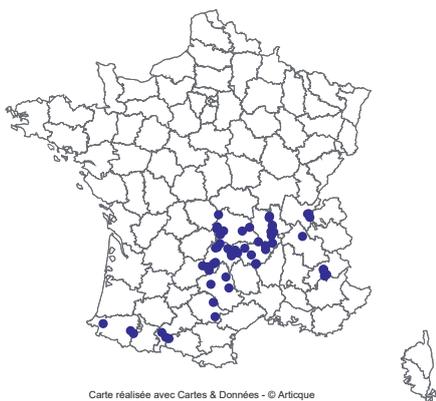
Les revenus demeurent structurellement faibles



DONNÉES REPÈRES

- 2,04 UMO totales dont 1,89 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 66 vaches laitières / 487 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 57 EXPLOITATIONS



Répit climatique et reconstitution des stocks

Après trois années très sèches sur le plan climatique, 2021 s'est montrée très favorable à la production fourragère. Les stocks ont été reconstitués même s'ils ne sont pas tous de qualité (premières coupes retardées par la pluie, récolte tardive des maïs...).

Produits et charges se neutralisent en 2021

L'évolution 2020-2021 des produits d'exploitation est favorable avec un prix du lait en hausse (+13 €/1 000 l) pour atteindre en moyenne 390 €/1 000 l en 2021 dans un échantillon mixant quelques fermes en AOP et une majorité en lait « standard ». Cette évolution favorable de conjoncture laitière est cependant contrariée par la hausse spectaculaire des prix des approvisionnements et notamment des concentrés en particulier les aliments sans OGM. Cela a contraint les éleveurs à limiter leurs achats surtout lorsque les volumes consommés étaient élevés. Combinée à une moindre qualité des fourrages, cela a conduit à une baisse de production laitière sur le deuxième semestre et à un recul des livraisons. Ainsi, à l'échelle du Massif central, la collecte de lait 2021 serait la plus faible de ces quatre dernières années.

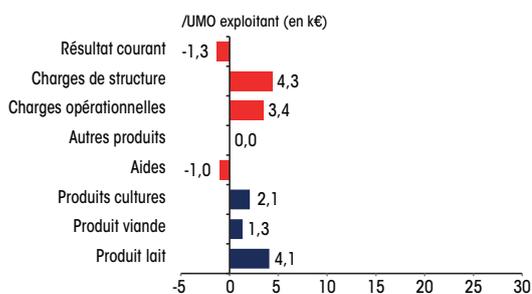
Des revenus stables mais très faibles

La baisse du revenu de -1 300 €/UMOex pourrait paraître limitée si elle ne s'appliquait à un revenu déjà très faible avec 16 000 €/UMOex attendus en 2021. Si la baisse est conjoncturelle, le niveau lui relève plutôt du structurel. Les coûts de production du lait sont bien plus élevés en montagne qu'en plaine : les handicaps naturels limitent la productivité des élevages, les approvisionnements et frais de mécanisation sont plus onéreux. Les ICHN ne compensent que très partiellement les surcoûts et le prix du lait n'est guère supérieur au prix standard national (moins de 25% du lait du massif est démarqué). D'autre part, ces élevages laitiers ont souvent investi ces dernières années notamment pour accroître leurs livraisons (+20% en 6 ans) ce qui pèse lourdement et durablement sur les résultats économiques.

Des trésoreries exsangues

Les stocks fourragers reconstitués sont certes sécurisants, mais ils ont coûté cher (carburant, matériel, plastiques...) en raison de la multiplication des récoltes d'herbe d'autant qu'ils n'ont généré, pour l'instant, que des charges. De même, les achats d'engrais à l'automne en morte-saison se sont faits à des tarifs jamais égalés. Toutes ces avances de charges ont creusé les trésoreries et, aux économies sur les concentrés, devraient succéder les impasses de fertilisation et d'amendements au printemps. La chasse aux économies devrait se poursuivre en 2022 y compris sur le plan des investissements où d'ores et déjà, pour des raisons de coût mais aussi de disponibilité des matériaux, de nombreux projets de bâtiments sont revus à la baisse, différés ou tout simplement abandonnés.

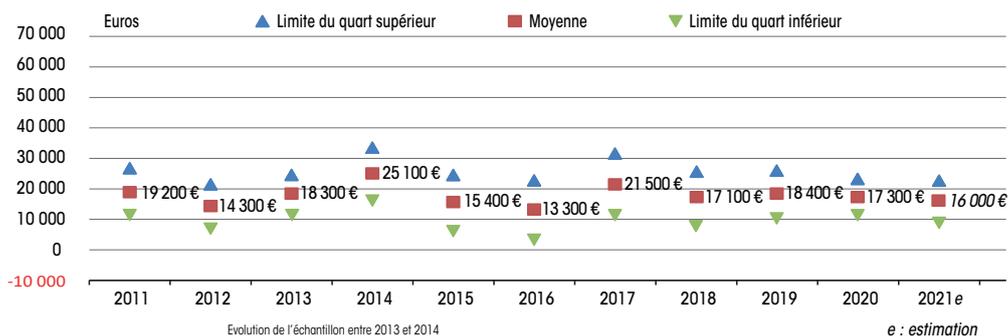
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

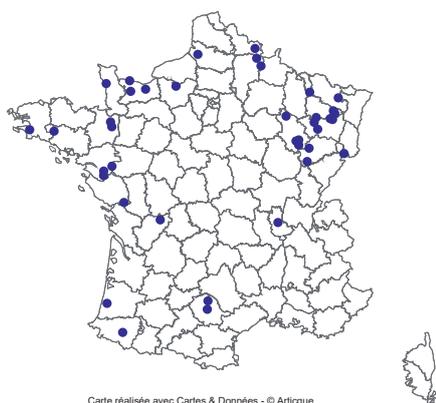
Les baisses de produits et la hausse des charges dégradent fortement le revenu



DONNÉES REPÈRES

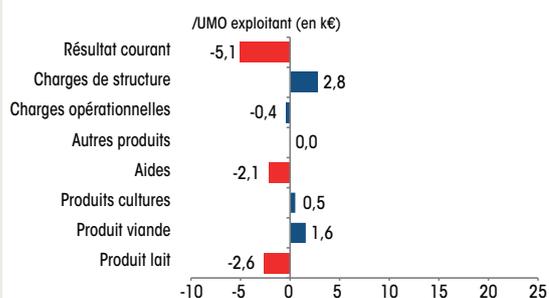
- 2,27 UMO totales dont 1,64 UMO exploitant
- 134 ha de SAU dont 115 ha de SFP
- 83 vaches laitières / 429 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

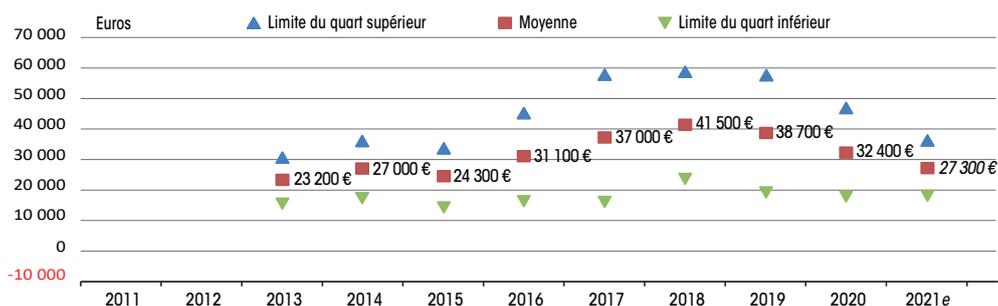
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Après une période favorable (2016 à 2019), nous constatons une baisse des revenus dans les exploitations laitières bio. Sur l'année 2021, la baisse du prix du lait (marquée pour un opérateur) et la hausse généralisée des charges ont fortement dégradé les revenus.

Cette année encore, il convient de mentionner l'évolution forte de notre échantillon de 39 exploitations. Elles sont réparties sur l'ensemble des zones de plaine (les années précédentes les élevages de l'Ouest étaient majoritaires). Sur 2020 et 2021, les dimensions des exploitations sont plus faibles (-0,3 UMO comparativement à 2019). Toutefois, les volumes de lait vendu par unité de main-d'œuvre sont comparables (190 000 litres).

En 2021, selon nos estimations, les produits seraient en baisse de -4 700 €/UMOex. Le prix du lait (-10 €/1 000 l) explique majoritairement cette tendance. Ces évolutions de prix sont toutefois très contrastées : elles dépendent des types de contrats et des modalités de paiement de la qualité. En moyenne, les aides sont en baisse. Toutefois, les politiques régionales sur l'aide au maintien sont de plus en plus spécifiques. Nous estimons la hausse des coûts de structures à près de +3 000 €/UMOex. Les charges opérationnelles seraient contenues, les éleveurs ayant ajusté les rations pour éviter d'acheter des aliments correcteurs. La bonne année fourragère (plus longue période de pâturage) a facilité cet ajustement des rations. Toutefois, nous constatons une baisse sensible des volumes de lait sur la fin de l'année. La moindre qualité des fourrages et le prix des concentrés expliquent très probablement cette évolution.

Les hausses de charges confortent les stratégies efficaces

Les écarts de résultats entre exploitations sont particulièrement importants (inter quartiles) expliqués par des différences de prix du lait (32 €/1 000 l), des volumes de lait vendu (50 000 l/UMOex) et des aides (12 000 €/UMOex). Côté charges, les exploitations avec un revenu supérieur sont celles qui achètent moins d'aliments (-22 €/1 000 l) et ont des charges de mécanisation les plus faibles (-23 €/1 000 l).

Les hausses des tarifs des approvisionnements confortent les stratégies des systèmes en recherche d'efficacité. En 2021 et sur le premier trimestre 2022, les solutions encore plus économes en concentré par une valorisation de fourrage de qualité sont plébiscitées par les éleveurs. Ces réflexions concernant le coût des systèmes d'alimentation intègrent aussi les charges de mécanisation.

La hausse des biens d'équipement, combinée aux incertitudes sur le prix du lait bio, amène des producteurs à reconsidérer leurs projets d'investissement.

Des incertitudes pèsent actuellement sur la filière bio (hausse importante des volumes, évolution de la consommation). Ces éléments de marchés associés aux évolutions de politiques publiques (PAC, EGALIM...) marquent une nouvelle période pour les exploitations productrices de lait bio.

4

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Perte de dynamisme sur la collecte malgré une demande soutenue



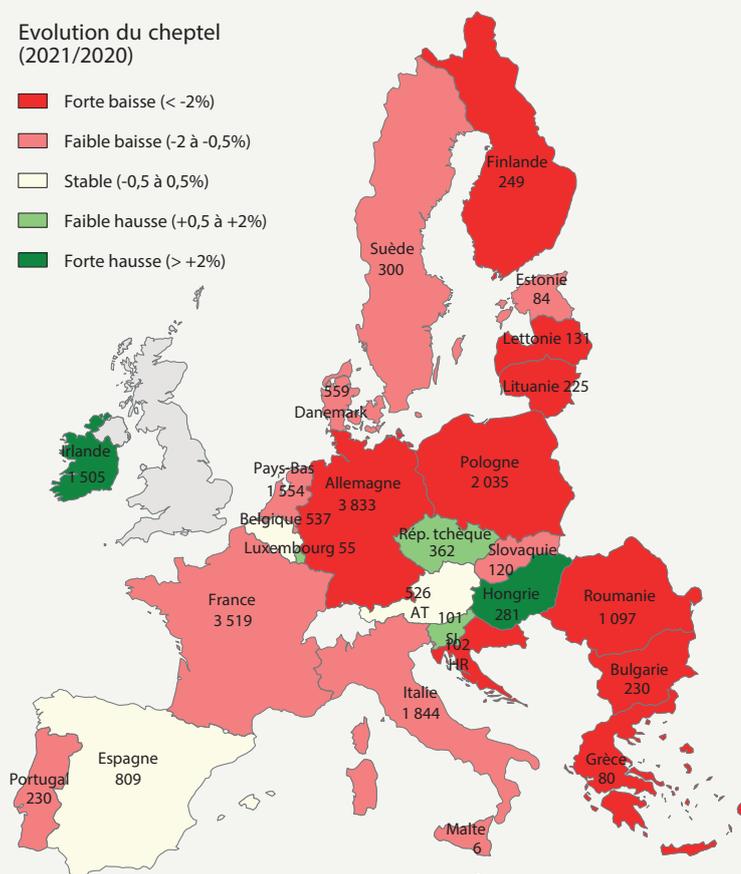
La collecte européenne s'est érodée en 2021. Le pic laitier au printemps en hausse par rapport à 2020 a laissé place ensuite à des baisses importantes en fin d'année. D'une part, le cheptel européen continue de décroître pour la 5^{ème} année consécutive. D'autre part, les marges se sont dégradées à la suite des fortes hausses des prix de l'aliment, des intrants et de l'énergie que l'augmentation des prix du lait n'ont pas compensées suffisamment. La baisse des livraisons s'est répercutée sur les fabrications. Seules celles de fromages et de crèmes ont progressé. La consommation intérieure retrouve ses tendances d'avant crise avec notamment une forte chute de la demande en laits conditionnés. Les exportations ont marqué le pas faute de disponibilités et ont notamment chuté drastiquement en poudre de lait infantile en raison de la moindre demande chinoise.

CHEPTEL EUROPÉEN 2021

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2021 (1 000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2020 (%)

Evolution du cheptel (2021/2020)

- Forte baisse (< -2%)
- Faible baisse (-2 à -0,5%)
- Stable (-0,5 à 0,5%)
- Faible hausse (+0,5 à +2%)
- Forte hausse (> +2%)



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie : Cartes & Données ©Articque

Le cheptel européen poursuit sa contraction

En 2021, le cheptel laitier de l'UE-27 a continué de décroître, à un rythme supérieur à celui observé ces deux dernières années (-320 000 têtes, soit -1,5%). Il comptait 20,22 millions de têtes en décembre 2021. Il s'agit de la 5^{ème} année consécutive de baisse du cheptel, qui a perdu près d'1,4 million de têtes depuis 2016, soit -6,5% en 5 ans.

Le cheptel polonais est celui qui s'est le plus érodé (-90 000 têtes, soit -4,3%), suivi de près par les cheptels allemands et français qui ont tous deux reculé de plus de 80 000 têtes (respectivement -2,5% et -1,8% /2020). La Roumanie, en proie à une forte restructuration de son agriculture, voit son cheptel reculer de près de 40 000 têtes (-4%). Les Pays-Bas (-15 000 têtes, -1%), et l'Italie (-27 000, -1,4%) contribuent aussi à la baisse. Seuls deux pays enregistrent une progression conséquente de leur cheptel, à savoir la Hongrie (+34 000 têtes, +13%), et surtout l'Irlande, dont le cheptel s'étoffe continuellement depuis quinze ans, avec encore 50 000 vaches laitières supplémentaires en 2021 (+3,4%).

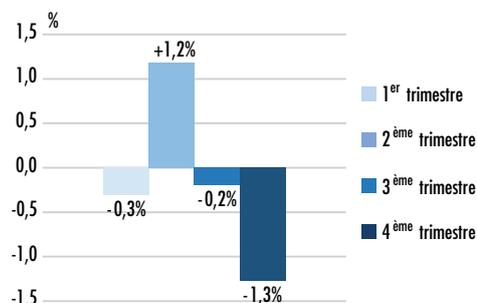


4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



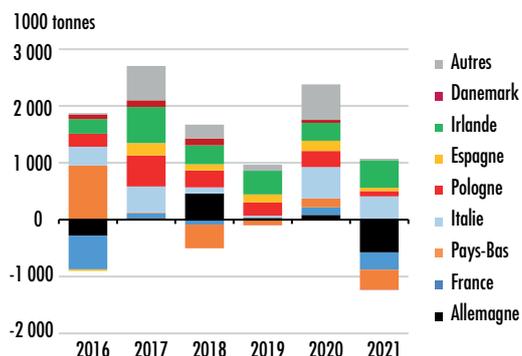
COLLECTE 2021

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2021 /2020



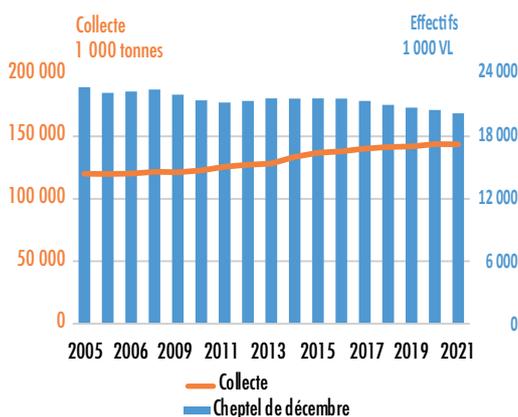
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTEL DE L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Dans l'UE-27, pour la première fois depuis 2009, la collecte laitière n'a pas progressé en 2021. La hausse de la productivité laitière, plus faible que ces dernières années en raison de la flambée du prix de l'aliment acheté, a tout juste permis de compenser le fort repli du cheptel. À partir du mois de septembre, le reflux de la collecte dans l'UE, mais aussi aux États-Unis et en Océanie, s'est traduit par des tensions sur la ressource laitière, qui ont engendré une forte revalorisation de prix du lait à la production.

La collecte européenne marque le pas en 2021

En 2021, la collecte laitière de l'UE-27 s'est établie autour de 143,7 Mt, à un niveau très légèrement inférieur à 2020 (-0,1%, effet année bissextile neutralisé), année pendant laquelle les livraisons avaient crû de +1,7% et atteint un niveau record. Peu dynamique en début d'année (-0,3% au premier trimestre) en raison notamment de la dégradation des marges, la collecte a rebondi au printemps (+1,2%/2020), avant de décrocher fortement au dernier trimestre (-1,3%/2020). Le prix du lait pourtant très élevé en fin d'année n'a pas incité à la production car il a été neutralisé par la hausse du prix de l'aliment acheté, en particulier des matières azotées, dont certains pays du Nord de l'Europe sont fortement dépendants.

Le bilan est approximativement le même en termes de MSU. La légère augmentation de collecte de matière grasse (+0,2%/2020) a compensé la baisse de même ampleur de la collecte de matière protéique.

Ce tassement de la collecte résulte du net reflux observé dans les trois premiers pays producteurs, à savoir l'**Allemagne** (-518 000 t de livraisons, soit -1,6%/2020), la **France** (-310 000 t, soit -1,3%/2020) et les **Pays-Bas** (-350 000 t, soit -2,5%/2020), à peine compensé par les croissances des collectes **polonaise** (+92 000 t, soit +0,8%), **italienne** (+410 000 t, soit +3%), et **irlandaise** (+500 000 t, soit +6%/2020).

Appréciation continue du prix du lait, niveau inédit fin 2021

En 2021, selon les données de la Commission européenne, le prix du lait moyen dans l'UE-27 a atteint 368 €/t, en hausse de +27€/2020, soit +8%. Peu incitatif en début d'année (350 €/t), il s'est ensuite apprécié tout au long de l'année, sous l'impulsion de la flambée des cours des ingrédients laitiers. Au printemps, il n'a pas connu son habituelle baisse saisonnière, affichant une hausse de +8% au deuxième trimestre. Il a ensuite poursuivi sa remontée (+10% au troisième trimestre), avant de s'envoler à des niveaux inédits au dernier trimestre. En décembre 2021, le prix payé européen culminait ainsi à 413€/t, un prix largement supérieur à décembre 2020 (+59 €/t, soit +17%), qui a même largement détrôné le précédent record datant de décembre 2013 (402 €/t).

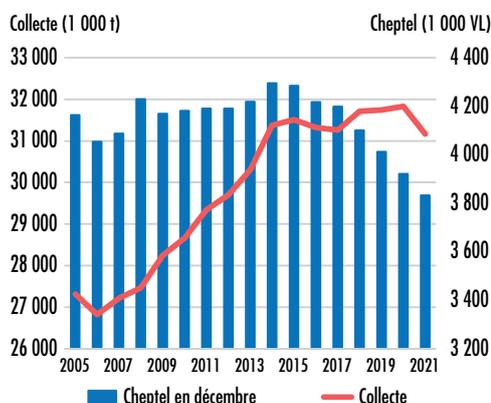
Dans les pays exportateurs d'ingrédients laitiers, et donc fortement réactifs au cours des commodités, la hausse du prix du lait en 2021 est sans commune mesure avec la progression observée en **France** (377€/t en prix réel, +5%/2020). C'est en **Irlande** que le prix réel a été le plus élevé sur l'année (395 €/t, soit +17%). Les autres grands exportateurs européens ne sont pas en reste, à l'image des **Pays-Bas** (378 €/t sur l'année, soit +10%), de l'**Allemagne** (371 €/t, +10%) et du **Danemark** (378 €/t, +9%). À 332 €/t en moyenne sur 2021, la revalorisation du prix observée a été plus modérée en **Espagne** (seulement +11€, soit +3%), et en **Italie** (+4%/2020 à 372 €/t).



4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

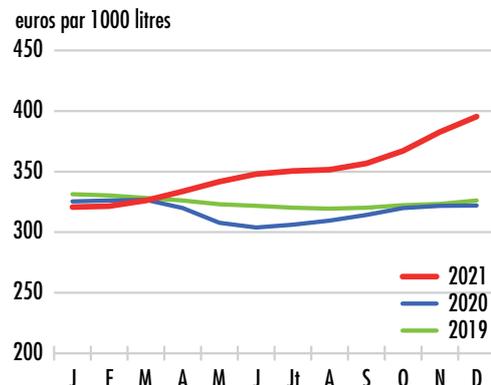


ÉVOLUTION DES LIVRAISONS ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



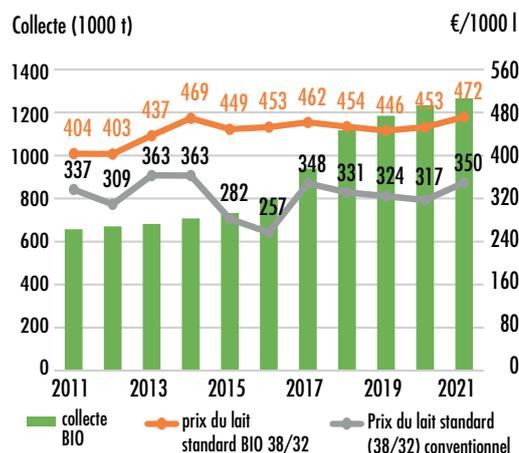
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD CONVENTIONNEL EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BLE

Freinées par le recul du cheptel et la flambée du coût de l'aliment acheté, les livraisons allemandes sont tombées à leur niveau le plus bas depuis 2013.

Net repli des livraisons

En 2021, les livraisons allemandes n'ont pas dépassé 31,16 millions de tonnes, en baisse de près de -600 000 tonnes (-1,8% /2020). Les livraisons de lait conventionnel sont même repassées sous les 30 millions de tonnes. La production laitière a été en retrait tout au long de l'année, y compris au printemps (-0,6% sur le deuxième trimestre) en dépit des conditions météorologiques favorables à la pousse de l'herbe. Le repli s'est ensuite accentué au fil des mois à partir d'août, pour atteindre -3,3% en décembre (-87 000 tonnes). La baisse a été moins prononcée dans les *Länder* du Nord-Est (-0,5% dans le Schleswig-Holstein, -1,3% en Basse Saxe).

À 1,266 Mt, la collecte de lait bio dépasse pour la première fois 4% de la collecte nationale, mais sa croissance continue de faiblir (+2,9% /2020).

L'érosion du cheptel s'accélère

Le cheptel laitier, qui s'est replié de -2,3% sur l'année 2021, a donc davantage baissé qu'en France (-1,7%). Par rapport au pic de 2014, le nombre de vaches a perdu près d'un demi-million de têtes. La baisse affecte tous les *Länder*, mais est plus prononcée dans ceux de l'Est et du Nord (-3,7% dans le Mecklenburg-Vorpommern, -2,9% dans le Schleswig Holstein). Le recul est plus faible en Bavière (-1,7% /2020) et dans le Baden Württemberg (-1,6%).

Le prix du lait augmente plus fortement qu'en France

En 2021, le prix du lait allemand a pourtant crû deux fois plus vite que le prix français. En moyenne annuelle, le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32g de MP et 38g de MG) s'est établi à 350 €/1 000 l, soit +10% au-dessus de son niveau de 2020. En prix réel, il a atteint 375 €/1 000 l. Le prix a progressé tout au long de l'année, mais s'est surtout envolé au dernier trimestre, atteignant 395 €/1 000 l (430 € en prix réel) en décembre, soit +73 € sur un an (+23%).

La hausse du prix est logiquement plus forte dans les *Länder* où la transformation laitière est très orientée vers la fabrication d'ingrédients laitiers (+15% dans le Schleswig Holstein, +11% en Basse Saxe) que dans les *Länder* du Sud où les laiteries fabriquent surtout des produits finis (+6% en Bavière).

Les fabrications de fromages pour l'export privilégiées

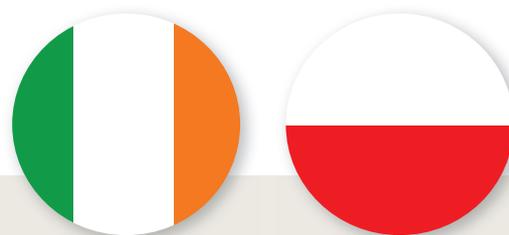
Malgré le recul de la collecte, les fabrications de fromages ont atteint un nouveau record avec 2,46 millions de tonnes produites (+0,5% /2020). Les fabrications d'ingrédients ont souffert de cet arbitrage dans un contexte de fort repli de la collecte. Ce sont surtout les fabrications de poudre de lait écrémé qui ont chuté de -15% /2020, à 353 000 t, leur plus bas niveau depuis 2013. Avec 471 000 t en 2021 (-7% /2020), les fabrications de beurre sont aussi tombées à leur plus bas niveau depuis 2010. Les fabrications de lait de consommation ont renoué avec leur tendance baissière structurelle (-4% /2020), après le sursaut de 2020 imputable au confinement.

Hausse des exportations et des importations de fromages

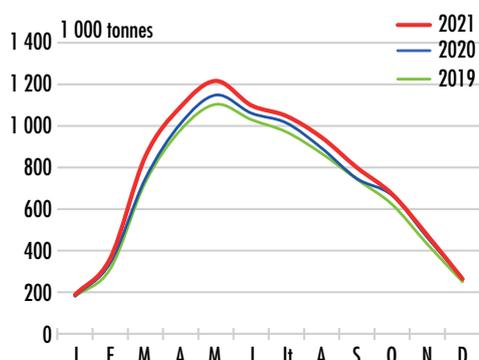
Avec 1,36 million de tonnes en 2021, les exportations de fromages ont de nouveau fortement augmenté en 2021 (+3% /2020), en particulier vers les Pays-Bas (+7,6%), la France (5,4%), et l'Italie (+2%), qui reste le principal importateur de fromage germanique.

Les importations de fromages ont également crû (+0,8% à 901 500 t), ainsi que celles de lait et de crème en vrac (+1,5%). Le repli des fabrications de beurre a engendré une nette hausse des importations de ce produit (+7%, soit +12 000 t), à 183 000 t en 2021, parallèlement à un tassement des exportations (-4% à 130 000 t).

4 LA PRODUCTION IRLANDE & POLOGNE

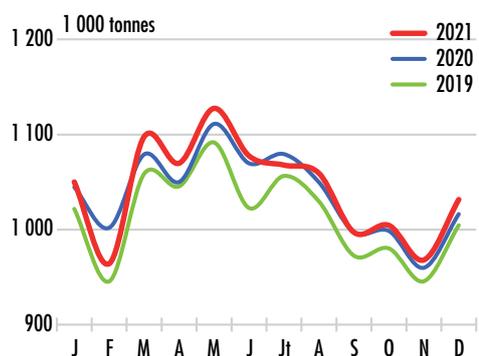


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



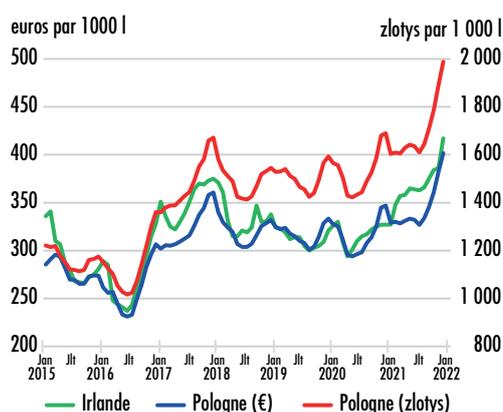
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après EU Milk Market Observatory et CSO

L'Irlande et la Pologne sont, avec l'Italie, parmi les pays qui ont le plus profité de la fin des quotas laitiers. La dynamique irlandaise a été beaucoup plus marquée en 2021.

En Irlande, nouvelle production record

La collecte irlandaise a poursuivi sa forte dynamique haussière, à 9,14 millions de tonnes (+ 470 000 t, soit +5,8% /2020), sa plus nette progression depuis 2017. Depuis 2013, elle a progressé de +62%. La forte expansion du cheptel (+50 000 /2020, soit +3,4%, à 1,5 million de têtes), supérieure à la hausse enregistrée en 2020, contribue pour moitié à la croissance de la collecte. L'autre moitié est imputable à l'augmentation du rendement apparent, boosté cette année par les conditions météorologiques très favorables (+2,7%, à 6 090 kg/VL).

Le lait collecté s'est en plus enrichi tant en matière grasse (+0,03 pt à 4,23%), qu'en matière protéique (+0,01 pt à 3,45%).

Très forte hausse du prix

Le prix irlandais est très réactif aux cours mondiaux du beurre et de la poudre, qui se sont envolés en 2021. De ce fait, l'Irlande est le pays européen qui a connu la plus forte hausse de prix (réel) en 2021 (+61 €/t, soit +18%), à 395 €/t. Le prix payé s'est apprécié tout au long de l'année et a atteint des sommets en fin d'année, à 485 €/t en décembre, en raison notamment d'un lait très riche (47 de MG et 36 de MP). Cependant, ce prix étant au creux de collecte pendant lequel une minorité de producteurs produisent, rares sont les producteurs qui en ont profité. D'après le Teagasc, malgré une hausse des charges de +8% /2020, la hausse du prix a permis une amélioration de la marge laitière.

Fabrications de beurre en hausse

Les ressources laitières supplémentaires ont surtout profité aux fabrications de fromages (+2,5% à 285 000 t) et de beurre (+4% à 275 000 t). Les fabrications de poudres de lait écrémé ont en revanche fléchi de -1,7% à 148 000 t en 2021.

Malgré une production laitière en hausse, les exportations irlandaises de produits laitiers se sont repliées en 2021, de -8% /2020 au total. Ce sont surtout les exportations de poudres de lait écrémé qui ont cédé du terrain (-15% /2020, à 290 000 t.). Les expéditions de beurre (-6%) et de fromages (-7%) ont également fortement reflué, surtout du recul des envois vers le Royaume-Uni. De même, les exportations de poudres de laits infantiles ont souffert (-36% /2020), en raison du repli des commandes chinoises. En valeur, les exportations ont cependant progressé (+4% à 5,33 Mrds €), malgré le tassement des ventes au Royaume-Uni (-3%), aux autres pays de l'UE-27 (-2%) et à la Chine (-14%). Les exportations vers les États-Unis ont en revanche bondi de +56% à 422 millions d'euros.

En Pologne, ralentissement de la croissance de la collecte

En Pologne, la collecte a dépassé pour la première fois les 12,5 millions de tonnes en 2021. Après plusieurs années de croissance rapide (+25% de collecte entre 2013 et 2020), la dynamique a toutefois nettement ralenti (+0,75%, soit +60 000 t), en raison de l'accélération du repli du cheptel (-90 000 têtes /2020, soit -4,3%).

En moyenne annuelle, le prix (réel) du lait payé aux livreurs polonais a atteint 344€/tonne en 2021, soit +9% /2020 (+11% en zloty). En décembre, le prix a même dépassé pour la première fois les 400 €/t, +16% par rapport à son niveau de 2020.

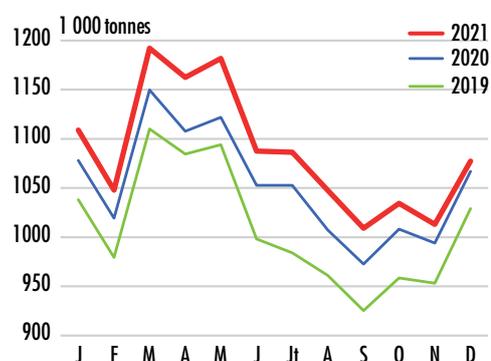
La faible hausse de la collecte a surtout profité aux fabrications de fromage, qui ont augmenté de +4% /2020, à 941 000 t en 2021, au détriment des fabrications de beurre (-5%) et de poudre de lait écrémé (-7%).

En 2021, les exportations polonaises de produits laitiers ont été dynamiques. La Pologne a profité du dynamisme de la demande chinoise pour accroître nettement ses expéditions de laits conditionnés (+12% /2020). Les exportations de fromages ont également progressé (+8% /2020).

4 ITALIE & ESPAGNE

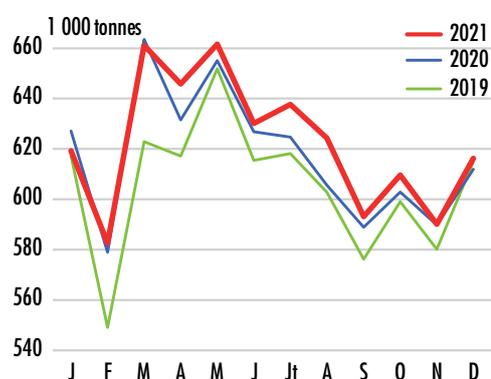


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



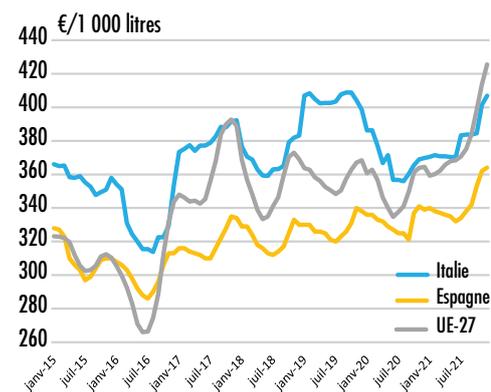
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AGEA

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MAPA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN ESPAGNE ET EN ITALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'Espagne et l'Italie ont vu leur collecte de lait progresser en 2021. Structurellement déficitaires en produits laitiers, ces deux pays ont bénéficié des prix haussiers, et ont vu leur autosuffisance progresser.

Italie : Vers l'autosuffisance laitière ?

En Italie, la production laitière a fortement progressé sous l'effet de la bonne tenue des exportations, stimulées par la réouverture progressive de la RHD et la suppression des droits de douanes aux États-Unis. Ainsi, avec un peu plus de 13 millions de tonnes, la collecte italienne a connu pour sa deuxième année consécutive une importante hausse, estimée en 2021 à +3%/2020 (après neutralisation de l'effet année bissextile), sous l'effet de l'amélioration des performances zootechniques.

Le prix du lait à la production a atteint 383 €/1 000 litres en moyenne sur l'année, une hausse de +3% d'une année sur l'autre, plus modérée que celle du prix moyen en Europe du Nord (+8% /2020). Malgré cette hausse, les acteurs de la filière tirent la sonnette d'alarme, la considérant insuffisante face à l'inflation des prix de l'énergie et des aliments du bétail dont les élevages italiens sont hautement dépendants (principalement maïs et soja).

Hausse du prix du lait inférieure à celle des cours des fromages

Boostée par la demande française, allemande et étatsunienne, la hausse des cotations des principaux produits laitiers a été plus importante que celle du prix du lait, et contraste avec la morosité de l'année 2020. La reprise a été particulièrement rapide pour le *Parmigiano Reggiano* qui, à 10,25 €/kg en moyenne sur l'année (affiné 12 mois), a connu une hausse de prix estimée à +20% d'une année sur l'autre. Le prix du *Grana Padano* s'est quant à lui apprécié de +8% en un an, à 8,49 €/kg en moyenne sur l'année (affiné 9 mois).

La bonne dynamique de la collecte fait bon augure pour la filière laitière italienne. Profitant de la baisse des disponibilités chez ses principaux fournisseurs et du conséquent ralentissement des importations en lait vrac et produits laitiers, elle pourrait tendre vers l'autosuffisance en lait de vache (aujourd'hui estimée à 80%). Mais la fragilisation des exploitations italiennes à la suite de l'envolée des coûts de production, combinée à un marché domestique atone, pourrait freiner ce développement.

Espagne : la collecte progresse pour la 5^{ème} année consécutive

Malgré la baisse du cheptel de vaches laitières (-2,8% /2020, à 808 000 têtes en janvier 2022) et du nombre de livreurs (-6% /2020, à 11 400 livreurs en 2021), les livraisons espagnoles ont augmenté de +1% d'une année sur l'autre (effet année bissextile neutralisé), s'établissant à 7,5 millions de tonnes. Comme au cours des cinq années précédentes, les livraisons en Galice, qui concentre plus de la moitié des éleveurs et 40% de la collecte nationale, continuent d'augmenter à un rythme supérieur à la moyenne nationale (+3,4% /2020) grâce à l'amélioration des rendements par vache.

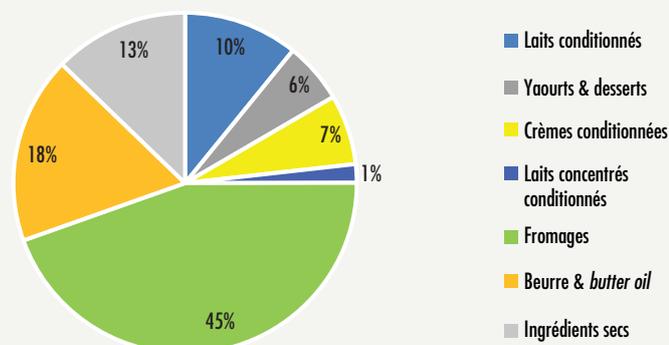
Hausse des prix insuffisante pour les éleveurs

En Espagne, comme en Italie, le prix moyen du lait s'est apprécié de +3%, à 332 €/1 000 litres en moyenne annuelle. Les éleveurs espagnols se sont mobilisés en fin d'année pour réclamer une revalorisation plus importante du prix du lait, alors même que les coûts de production s'envolent. Dans certaines régions, les livraisons ont été suspendues pendant plusieurs jours. En 2022, les acteurs de la filière misent sur « *Ley de cadena alimentaria* », dite loi sur la chaîne alimentaire, adoptée en 2013 mais mise à jour en décembre 2021. Cette loi, qui proscrie toute vente à perte et encadre les relations commerciales dans le secteur agroalimentaire, ajoutée à la forte demande en lait et aux prix haussiers, pourrait permettre de prolonger la hausse du prix à la production, en l'indexant sur le coût de production.

FABRICATIONS EUROPÉENNES 2021

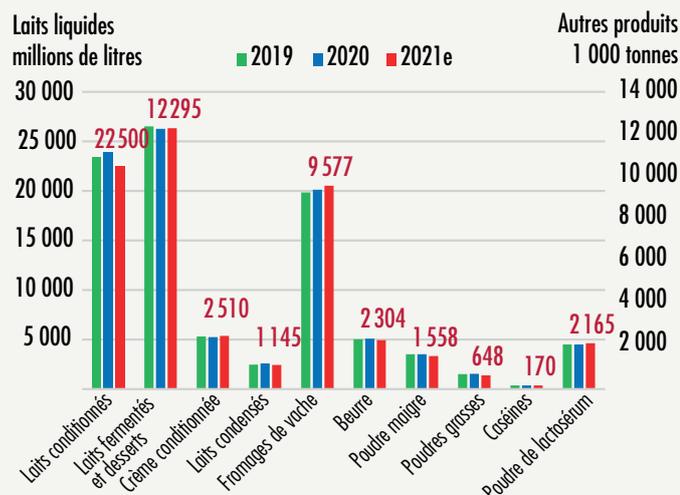
Les fabrications européennes ont toutes chuté faute de production à l'exception du fromage et de la crème. Les volumes de fromages ont quasiment progressé de +150 000 tonnes sur l'année 2021.

UTILISATION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2021 (% DE MSU)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

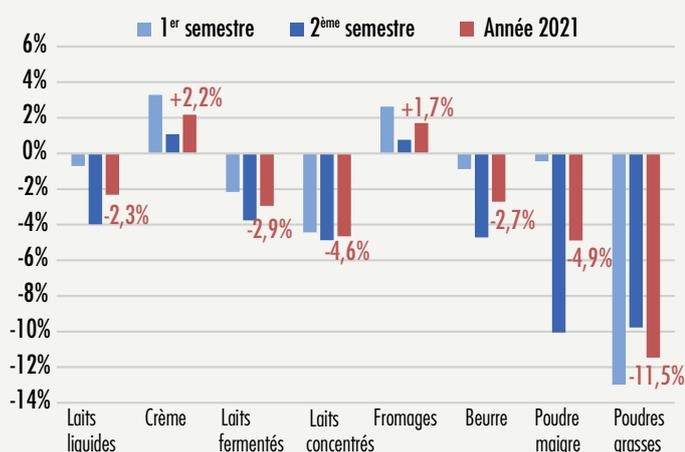
FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27 (% /2020)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+2%

C'est la hausse production de fromages dans l'UE-27 en 2021.

La baisse de collecte d'environ -163 000 tonnes de lait s'est d'abord répercutée sur les ingrédients laitiers de -0,8 point dans la part relative de la matière solide utile (MSU) et sur les fabrications de produits de grande consommation (lait conditionnés, crèmes, ultra-frais et beurre plaquette) qui baissent de -0,4 point à 32,3 %. La part des fromages augmente de +1,3 point d'une année sur l'autre à 44,6% de MSU.

Évolution contrastée des fabrications d'un semestre à l'autre

Au cours de l'année 2021, les fabrications ont évolué en fonction de l'offre disponible et de la demande mondiale. Au 1^{er} semestre, la collecte, d'abord en baisse, avait progressé durant le pic laitier ce qui a permis des fabrications dynamiques de fromages et de crème. La demande internationale en fromages était restée soutenue sauf vers le Royaume-Uni, mais la majeure partie de la hausse des fabrications a été à destination du marché intérieur de l'UE. La réouverture de la restauration y a entraîné un appel sur la crème rendant celle-ci plus intéressante en prix que le beurre.

Au 2^{ème} semestre, la collecte a fortement reculé dans les principaux pays producteurs ce qui a encore accentué la baisse des fabrications de poudres maigre et grasses quand les fabrications de fromages ont perdu en dynamique. En effet, celles-ci s'affichaient même en repli de -2% /2020 sur le mois de décembre 2021.

La consommation de lait liquide a chuté une fois l'effet confinement passé. Les fabrications de lait conditionnés ont donc suivi la tendance, en repli de -2,3%, avec un effet plus marqué au second semestre. Les ultra-frais ont suivi la même tendance.

Spécialisation des fabrications dans les principaux producteurs

Les stratégies ont été diverses au sein de l'UE-27. Ainsi, l'Allemagne, la France, la Pologne ou encore l'Espagne ont privilégié la production de fromages au détriment des ingrédients laitiers.

Les fabrications italiennes de fromages ont également bondi (+61 000 t). Elles sont bien valorisées à l'export grâce aux AOP telles que *Grana Padano*, *Parmigiano Reggiano* et *Gorgonzola*. La collecte du pays est dynamique dans la plaine du Pô notamment grâce à des investissements techniques, génétiques, au recours à de la complémentation alimentaire et un prix du lait très rémunérateur pour le moment.

Les fabrications de beurre de l'UE-27 ont chuté de -3%, soit 58 000 t de moins en 2021. Celles de poudre maigre se sont repliées de -5%, soit -75 000 t.

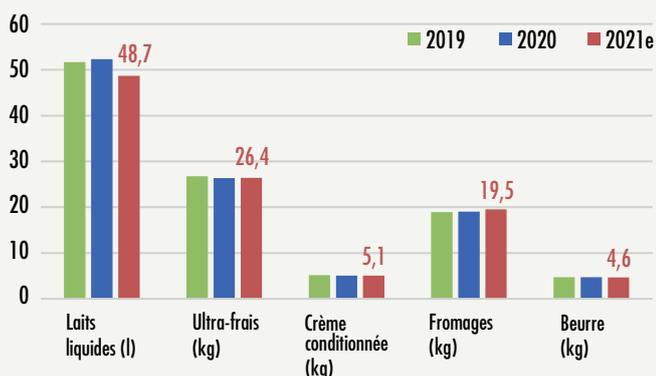
La plus forte baisse a été enregistrée en Allemagne (-63 000 t de poudre maigre en 2021) et principalement sur les quatre derniers mois de l'année (-28 à -29%).

Dans certains pays, les transformateurs ont fait le choix inverse comme en Irlande, aux Pays-Bas et au Danemark. Ces derniers, fortement tournés vers l'export, ont baissé leur production de fromages afin d'augmenter les fabrications d'ingrédients, redevenus très rémunérateurs, pour répondre à la demande mondiale.

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

CONSOMMATION EUROPÉENNE 2021

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE-27



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-27

millions de tonnes équivalent lait	2018	2019	2020	2021e	2021 /2020
Production	151	152	155	155	+0,4%
Collecte	142	143	145	145	-0,1%
Variation des stocks	0	-1	0	0	=
Importations	4	4	4	3	-13,3%
Exportations	26	27	28	27	-3,0%
Utilisation intérieure	130	130	131	130	-0,4%
Consommation (kg/hab.)	291	292	293	292	-0,3%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et DG Agri-CE

En 2021, la consommation de produits laitiers à base de lait de vache a retrouvé sa tendance d'avant la crise sanitaire.

La consommation continue de s'éroder légèrement (-0,4% de l'utilisation) car la consommation par habitant est en diminution de -0,3% par rapport à 2020 soit près d'1 kg de moins à 292 kg équivalent lait. Dans le même temps, la population européenne est, elle aussi, en léger repli (-0,1% /2020).

Le lait conditionné continue de chuter à 48,7 l consommés par an et par habitant en moyenne contre 52,3 l en 2020 et 51,7 l en 2019. La baisse est donc bien supérieure à l'érosion de -1% en moyenne auparavant. La consommation individuelle d'ultra-frais parvient à se maintenir (26,4 kg/hab.), de même que celle de beurre (4,6 kg/hab., soit -0,1 kg/hab.). Ainsi, seule la consommation de fromages a encore progressé (+2,6%), conservant la dynamique des années précédentes.

En **Allemagne**, la consommation des ménages a retrouvé des niveaux d'avant la crise sanitaire. Dans ce contexte, le bond des consommations de 2020 fait figure d'exception. La tendance de consommation des laits liquides retrouve sa tendance baissière avec un volume consommé en 2021 inférieur à celui de 2019 (-7,6% en 2021 /2020 et -3% vs 2019). La consommation de fromages, de crème et de yaourts s'affiche en hausse par rapport à 2019 (respectivement +7%, +6% et +2%) malgré la baisse de -1,8% par rapport à l'an dernier pour les fromages, -4,4% pour la crème et -2,2% pour les yaourts.

FOCUS

Poudre de lait infantiles en difficultés

Les chiffres de production de poudre de lait infantile en Europe ne sont pas publiés, néanmoins, les industriels ont dû s'adapter cette année au vu de la baisse de la demande internationale. En effet, les exportations de poudre de lait infantile ont reculé de près de -100 000 t à 507 000 t soit -16% en volume et -17% en valeur en 2021 /2020. Le repli le plus important est lié au désintérêt de la Chine pour ce produit (-23% à 197 000 t). Les Chinois se tournent dorénavant soit vers des produits biologiques ou avec du lait autre que celui de vache, soit vers des laits infantiles produits en Chine même, notamment à partir de lactosérum européen dont les exports restent dynamiques.

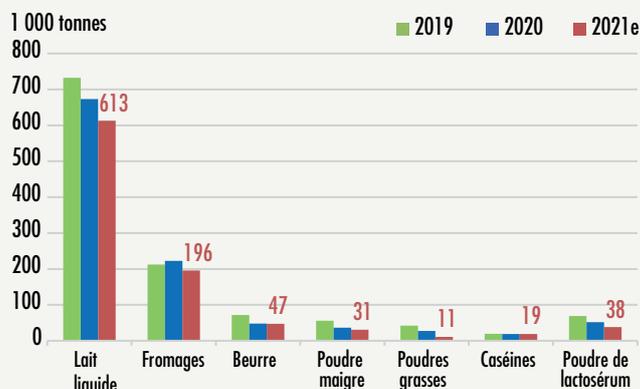
Les exportations européennes ont aussi perdu en dynamisme vers le Moyen Orient comme vers l'Arabie Saoudite (-28% à 22 200 t) ou l'Iraq (-22% à 12 400 t) mais aussi vers l'Algérie (-27% à 15 000 t). Seules les ventes à la Turquie ont augmenté de +27% à 18 700 t.



COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2021

L'excédent commercial de l'UE-27 a continué de s'accroître en 2021/2020 grâce à une baisse des importations. Les exportations se sont maintenues globalement en valeur mais ont décliné en volume de -0,8% à 26,9 millions de tonnes équivalent lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27

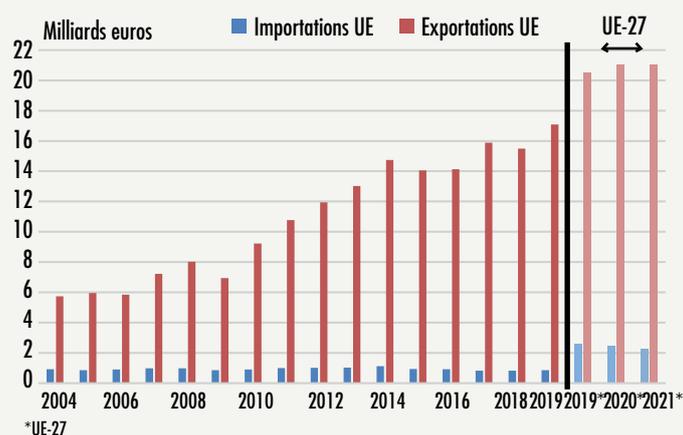


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CLAL

Des importations en recul

Les importations extra-communautaires de produits laitiers ont diminué en volume en 2021 (-0,5% /2020). Estimées à 3,3 millions de tonnes équivalent lait, elles ne couvrent que 3% de la consommation européenne. Les échanges avec le Royaume-Uni se sont fortement repliés cette année avec l'entrée en vigueur du *Brexit*. Ainsi, les volumes importants de lait liquide qui circulaient entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ont baissé provoquant un repli des importations européennes depuis le Royaume-Uni de -12% à 506 000 t. Les importations de fromages sont elles aussi en repli en provenance du Royaume-Uni (-21% à 128 000 t), qui représente les deux tiers des volumes importés. Les volumes sont en progression pour les autres fournisseurs notamment la Suisse (30% des volumes, +9% à 60 000 t) ou encore la Serbie ou la Nouvelle-Zélande pour des volumes bien moindres. Les importations de beurre et beurre anhydre ont aussi chuté en provenance du Royaume-Uni (-16% à 37 000 t). Les progressions depuis les autres pays n'ont pas compensé (par exemple, +117% pour la Nouvelle Zélande à 5 600 t).

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE-28 PUIS DE L'UE-27

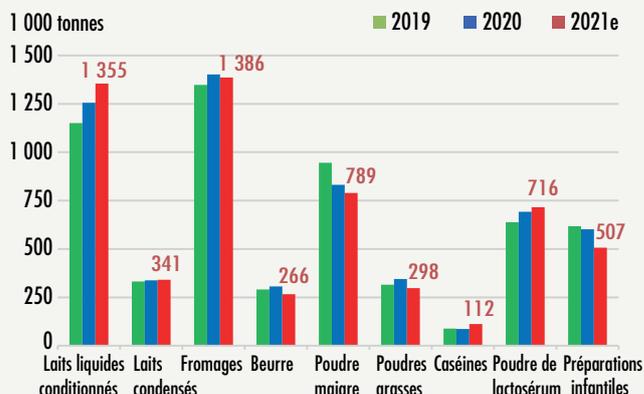


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

21 milliards €

C'est la valeur des produits laitiers exportés de l'UE-27 en 2021.

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CLAL

Légère hausse des exportations en valeur mais baisse en volume

Estimées à 21 milliards d'euros en 2021, les exportations extracommunautaires se sont maintenues en valeur d'une année sur l'autre. Elles se composent pour 30% de fromages, suivies de 19% des poudres de lait infantile, des poudres de lait (10% poudre maigre et 5% poudres grasses), des laits liquides et crèmes conditionnés (7%), du beurre (6%), de poudre de lactosérum (5%) et des caséines (3%). Les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont baissé en équivalent lait (-0,8%/2020) notamment car la baisse de la collecte a limité les excédents de production.

Portées à 26,9 millions de tonnes équivalent lait, les exportations européennes ont ainsi écoulé presque 20% de la collecte européenne en 2021.

Les exportations de l'UE-27 de fromages ont chuté en 2021 surtout à la suite d'une baisse des échanges avec le Royaume-Uni (-14% à 425 000 t) plus gros importateur avec 31% des volumes. Néanmoins, en valeur, les exports de fromages progressent de +7% avec la hausse des cours des matières premières laitières.

De même faute de disponibilités suffisantes, les exports européens de beurre ont chuté (-16%/2020 à 266 000 t), amplifiés par un recul de la demande britannique, mais également de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Seuls les exports vers la Chine et les États-Unis progressent. Malgré la hausse des prix, les exportations de beurre et beurre anhydre ont reculé de -6% en valeur.

Recul des exportations de produits secs

Les expéditions de laits conditionnés ont progressé pour la 3^{ème} année consécutive (+4% à 1,35 million de tonnes) tirées notamment par une forte demande de la Chine (+10% à 625 300 t). Les exportations d'ingrédients secs sur pays tiers ont reculé (-2%), compte tenu de la chute des expéditions de poudre maigre (-5%/2020) et des poudres grasses (-14%). Le dynamisme des ventes de lactosérum (+3%) ne réussit pas à compenser cette baisse. Les exportations des préparations infantiles ont reculé pour la 3^{ème} année consécutive (-16% à 507 000 t) à la suite notamment d'une forte chute des envois vers la Chine (-23% à 197 000 t).

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

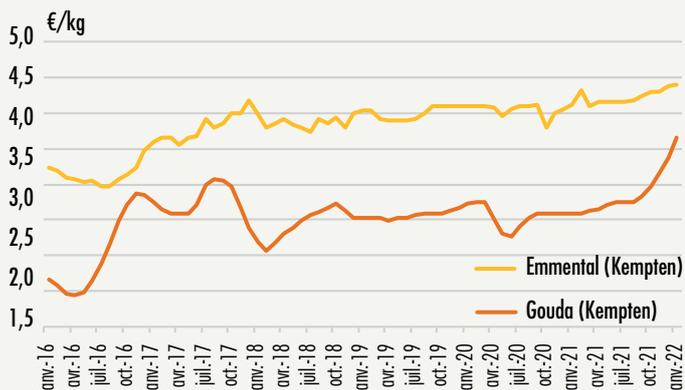
1,4 million de tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2021.

MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

Le fromage reste le débouché privilégié de la transformation laitière européenne. Les fabrications demeurent en hausse malgré des baisses de collecte.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS DE KEMPTEN (ALLEMAGNE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

Forte hausse des prix durant toute l'année

Les cours du gouda à Kempten (Allemagne) ont doucement augmenté au premier semestre 2021 avant une forte accélération au 2^{ème} semestre quand les fabrications de fromages reculaient en Allemagne. Ainsi, au 2^{ème} semestre, les prix ont progressé de 0,63 €/kg pour finir l'année à 3,88 €/kg. En moyenne annuelle, le prix du gouda s'affiche à 3,31 €/kg soit 26 centimes de hausse par rapport à 2020.

Le cours de l'emmental s'était érodé au printemps durant le pic laitier alors que les fabrications étaient plus importantes qu'en 2020. Cependant, les prix de l'emmental ont eux-aussi progressé durant le 2^{ème} semestre gagnant +23 centimes pour atteindre les 4,88 €/kg en décembre 2021 à la bourse de Kempten, un plus haut depuis plus de dix ans. À 4,71 €/kg, le prix moyen annuel s'est apprécié de +17 centimes (+3,7%/2020).

Poursuite de la hausse des fabrications

Les fabrications européennes de fromages continuent d'être plébiscitées. Toutes familles confondues, elles ont augmenté de +2% soit +154 000 tonnes en 2021 /2020. Cette progression s'est surtout observée au printemps avec +4 à +6 % de fabrications en moyenne entre mars et mai. Au 2^{ème} semestre, les fabrications ont moins progressé à cause de la baisse de collecte chez les principaux pays producteurs (+1%). Elles ont même reflué en décembre (-2%).

La plus forte progression en volume est réalisée par l'Italie (+61 000 t) principalement sur les premiers mois de 2021 avec jusqu'à +10% de hausse. Les principaux pays producteurs viennent ensuite : France (+42 000 t), Allemagne (+23 000 t), Pologne (+33 000 t). La France gomme ainsi la baisse des fabrications enregistrée en 2020. Ces 4 pays producteurs concentrent 69% des fabrications fromagères européennes.

Poursuite de la croissance de la consommation

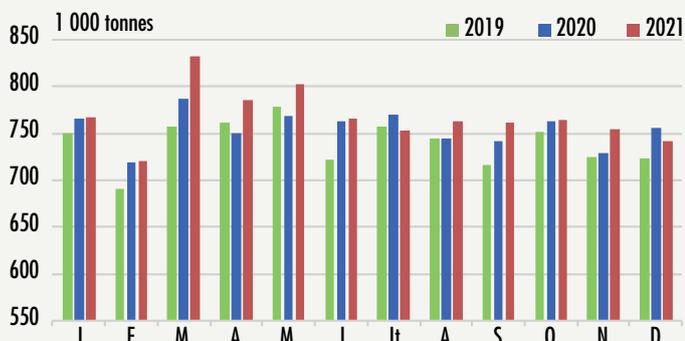
Calculée par bilan, la consommation de fromages (toutes espèces) en UE-27 progresse régulièrement, de +1,3% en 2021 /2020 à 8,6 millions de tonnes d'après nos estimations. Cette croissance repose sur la hausse de la consommation par habitant à 19,2 kg/hab./an (+1,1%, soit +200 g).

Exportations contrastées

Les exportations de fromages se sont repliées en 2021 surtout à cause du *Brexit*. Hors UK, elles ont progressé de +6% avec d'importantes hausses dans les mois qui ont suivi le pic laitier printanier, ce qui correspond au pic des fabrications. Ces exportations ont notamment augmenté vers l'Amérique du Nord, rattrapant la baisse de 2020 avec des envois en hausse aux États-Unis (+13% à 133 000 t) et au Canada (+7% à 26 000 t). Néanmoins, les exportations vers le Royaume-Uni ont chuté de -14% à 425 000 t, soit 31% des volumes exportés.

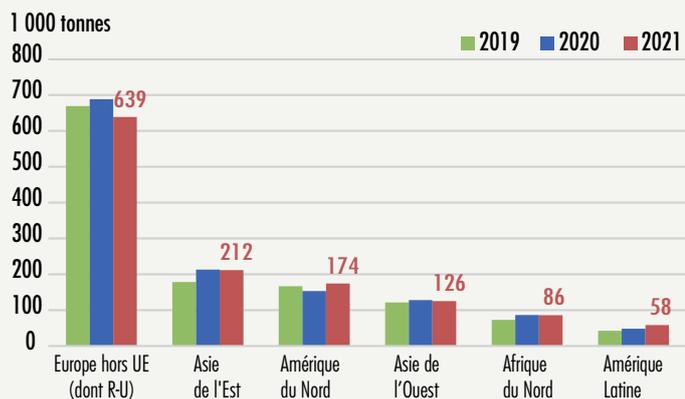
Les exportations vers l'Asie de l'Est sont mitigées. Les échanges ont baissé avec le 1^{er} importateur mondial de fromages, le Japon, de -8% à 118 000 t, mais ont fortement augmenté vers la Chine (+43% à 38 000 t au total). Les exportations vers la Corée du Sud n'ont pas été à la hauteur de 2020 (-7,4% à 49 000 t).

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS

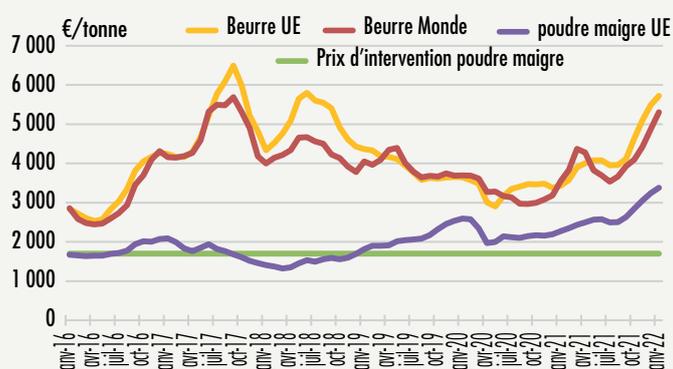


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

En 2021, la baisse de collecte s'est répercutée sur les fabrications d'ingrédients laitiers. Elles ont même fortement chuté en fin d'année, notamment pour la poudre maigre.

COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

La tension sur les disponibilités en beurre, au sein de l'Union européenne comme à l'échelle mondiale, ont tendu les prix. La cotation moyenne du beurre dans l'UE s'affiche à 5 700 €/t pour le début d'année 2022, en hausse de +67 % en un an.

Parallèlement, le marché de la protéine laitière affiche un certain dynamisme pour les mêmes raisons. À 3 400 €/t en janvier 2022, la cours moyen dans l'UE a bondi de +50 % en un an.

Des fabrications européennes en berne

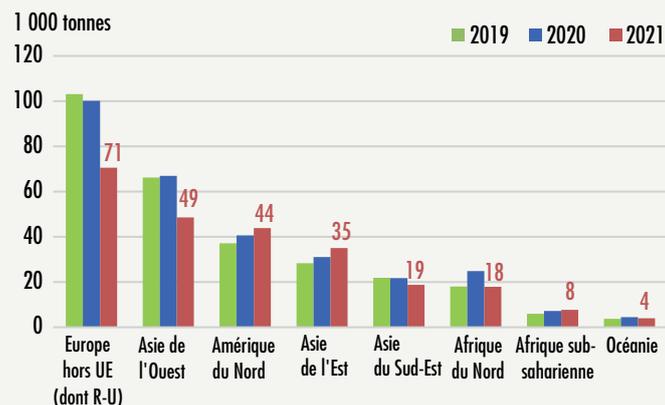
Il est assez logique de voir les fabrications des ingrédients laitiers se replier en cas de moindre collecte, c'est ainsi que celles de poudres et de beurre ont décroché en 2021.

Au 1^{er} semestre, l'Irlande, les Pays-Bas ou encore le Danemark avaient maintenu leur préférence de fabrications vers le complexe beurre-poudre maigre afin de répondre à la demande mondiale. Les fabrications européennes étaient donc parvenues à se maintenir.

Au 2nd semestre, la chute brutale des fabrications, notamment en Allemagne, a accentué le décrochage. Sur l'année, les fabrications de poudre maigre se sont repliées de -75 000 t à 1,46 Mt, soit -5%. La majeure partie de cette baisse a été en Allemagne (-63 000 t).

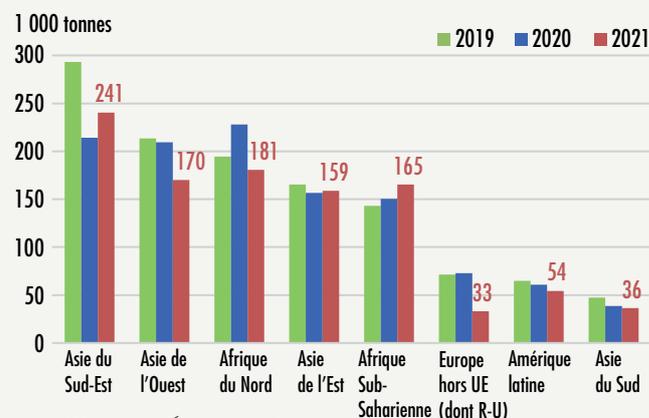
Le beurre a surtout pâti de la bonne demande en crème au début de l'année 2021 avec la réouverture de la restauration. Les fabrications au 1^{er} semestre avaient baissé de -1% tandis que celles de crème augmentaient

EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

de +3%. Les baisses de fabrications se sont amplifiées en fin d'année, -5% au 2^{ème} semestre pour atteindre -58 000 t sur l'année complète. Ce repli est imputable principalement à l'Allemagne (-34 000 t), la Pologne (-12 000 t), l'Espagne (-12 000 t) et la France (-6 000 t). Ces quatre pays représentent 55% de la production européenne de beurre.

Tassement des exportations de beurre

La baisse de fabrication du beurre s'est répercutée sur les exportations (-37 000 t, -16%) et une consommation apparente en baisse. Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'UE-27 s'est dégradée de -2,2% à 2 millions de tonnes avec une baisse de la démographie et une légère baisse de 100 g de la consommation par habitant à 4,6 kg/hab. en 2021.

Les exportations européennes de beurre et de beurre anhydre se sont fortement repliées principalement en début d'année en raison des fortes disponibilités en Nouvelle-Zélande. Elles ont fortement fléchi vers le Royaume-Uni comme tous les autres produits (-30% à 53 000 t), toujours premier pays importateur. Mais elles continuent d'augmenter vers les États-Unis (+11% à 43 000 t) et vers la Chine (+12% à 17 800 t). Les exports vers les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient ont eux baissé.

Baisse de la demande intérieure et des exportations de poudre maigre

En 2021, les disponibilités de poudre maigre ont fortement chuté, de -5% /2020 en raison d'une baisse des fabrications et des importations. La consommation intérieure de poudre maigre baisse également fortement de près de -5% à 801 000 t, qu'il s'agisse de l'alimentation animale comme humaine.

Par ailleurs, faute de matières premières disponibles, les exportations ont également fléchi à 789 000 tonnes, après avoir culminé à 946 000 t en 2019. Les exportations se sont maintenues en hausse vers les pays d'Asie comme la Chine (+3% à 125 000 t), l'Indonésie (+43% à 64 500 t) ou encore les Philippines (+21% à 50 000 t). En revanche, elles ont été fortement corrigées vers l'Algérie (-24,5% à 89 500 t) ainsi que vers l'Égypte (-18% à 36 000 t).

Les exportations de poudres grasses ont, elles aussi, baissé vers Oman (-18% à 39 000 t), vers le Royaume-Uni (-40% à 18 400 t) et vers l'Algérie (-57% à 16 500 t) tandis qu'elles progressent vers le Nigeria (+21% à 26 000 t) et vers la Chine (+39,5% à 22 400 t).

5

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2021

En France, les investissements financiers sont restés limités en 2020. Les investissements productifs demeurent plus nombreux dans les fabrications fromagères, à travers des accroissements de capacités de production ou des modernisations. Les investissements dans les ingrédients secs semblent marquer le pas tandis que ceux dans les produits frais sont toujours limités.

En Europe, les investissements productifs dans les fromages continuent de dominer largement en nombre et en valeur, devant les ultra-frais et les produits secs, notamment les poudres de lait infantile. Enfin, l'année 2021 confirme la montée en puissance d'investissements dans la création ou la conversion de sites dédiés aux substituts végétaux.



FRANCE

Une multitude de projets dans les fromages

La fromagerie **Agour** agrandit et modernise ses installations localisées à Hélette (64) moyennant 8 millions €. Les fruitières des **Bornes** consacrent 2 millions € à l'accroissement de leurs caves d'affinage situées à Arbusigny (74). **CFR** investit 3 millions € dans la restructuration de son site de Vire (14). Spécialisée dans le fromage de chèvre, la fromagerie **Chêne Vert** met en place un nouveau site de fabrication à Nontron (24), moyennant 11 millions €. **Entremont Alliance**, filiale du groupe **Sodiaal**, investit 21 millions € dans la fabrication de raclette sur les sites de Loudéac (22) et de Glomel (22), et prévoit une extension de la capacité annuelle de fabrication d'emmental du site de Malestroit (56) de 4 000 t. **Gillot**, filiale du groupe **Flécharde**, augmente la surface de sa fromagerie de Saint-Hilaire-de-Briouze (61) de 12 000 à 20 000 m². La coopérative **Jeune Montagne** investit 9 millions € dans la fabrication d'aligot à Laguiole (12). La coopérative laitière de **La Chambre** (73) inaugure une nouvelle cave d'affinage à la suite d'un investissement de 1,4 million €. La Fromagerie de **La Durance** investit 2,8 millions € dans la construction d'une nouvelle fromagerie et de caves d'affinage à Guillestre (05). La fromagerie de **La Meix-Biogam** construit une nouvelle fromagerie à Dieuze (57), moyennant 6 millions €.

Lactalis agrandit sa fromagerie de Domfront de 3 000 m² en vue de récupérer les volumes de production de la fromagerie de Retiers promise à une fermeture prochaine. En outre, il équipe son site de fabrication de fromages fondus de Lons Le Saunier (39), d'une capacité de 17 000 t par an, d'une nouvelle machine de conditionnement. Enfin, il investit 15 millions € dans la modernisation de sa fromagerie **Wälchli** à Condat (15) et spécialisée dans la fabrication de Saint-Nectaire.

La **société fromagère du Livradois** consacre 1,4 million € à l'extension des capacités de stockage et d'expédition de son site de Clermont-Ferrand (63). **Milleret** investit 2 millions € pour rénover son site industriel de Charcenne (70). En parallèle, il construit un nouvel atelier sur un terrain voisin, qui sera opérationnel en 2024, moyennant 30 millions €. **Onetik** consacre 6 millions € à la restructuration de son site de Macaye (64). La fruitière de **Plasne** (39) investit 1 million € pour faciliter le démoulage des fromages. La coopérative de **Saint-Maurice-Crillat** (39) met en service une nouvelle fruitière à comté bio, à la suite d'un investissement de 4,3 millions €. **Terra Lacta** acquiert le spécialiste des fromages apéritifs Fromacoer. La fromagerie de **Val de Siennne** accroît ses capacités à Gavray (50), pour un montant de 1,9 million €.

De multiples investissements dans les ingrédients secs

Armor Protéines, filiale du groupe **Savencia**, annonce la construction d'ici 2022 d'un nouvel atelier d'extraction de caséines, et d'ici 2023 d'une tour de séchage de caséinates sur le site de Saint-Brice-en-Coglès (35). **Bonilait**, filiale de **Sodiaal**, construit une nouvelle tour de séchage de poudre de lait réengraissé à Chasseneuil-du-Poitou (86), moyennant 12 millions €. **Eurosérum**, filiale de **Sodiaal**, investit 3,3 millions € pour rénover son usine de traitement du lactosérum à Pont-sur-Saône (70). **Ingredia** consacre 15 millions € à la rénovation d'une tour de séchage du site de Saint-Pol-sur-Ternoise (62) pour développer la fabrication d'ingrédients bioactifs. **Laïta** investit 17 millions € sur le site de Créhen (22) pour développer ses fabrications de lait infantile et de fromage à pâte fraîche Madame Loïk. **Nestlé** met en place un nouvel outil pour la fabrication de préparations de café au lait Dolce

Gusto sur le site de Challerange (08) moyennant 4,5 millions € et étend l'usine de lait infantile de Boué (02) pour 12 millions €. **Vaubernier** investit 2,7 millions € dans la valorisation du sérum de sa fromagerie localisée à Martigné-sur-Mayenne (53). La laiterie de **Verneuil** modernise ses installations d'ensachage de poudre de lait, moyennant 2,7 millions €. Le spécialiste chinois de l'alimentation infantile **H&H** porte sa participation dans le capital d'**Isigny-Sainte-Mère** de 20% à 49,9%.

Quelques projets dans les produits de grande consommation (PGC)

Danone investit 10 millions € sur le site de Bailleul (59) pour mettre en place des lignes de conditionnement de yaourts en pots recyclables et rénover les installations frigorifiques du site. **Delin** consacre 7 millions € à l'installation d'une ligne de conditionnement de lait en brique au sein de son usine de Gilly-lès-Cîteaux (21). La laiterie **La Côtière** investit 3,5 millions € pour se doter d'un nouveau site de fabrication d'ultra-frais à Leyment (01). **La Fermière** installe un atelier de fabrication de produits ultra-frais d'une capacité de 5 000 t par an à Gap (05), moyennant 7 millions €. **Marie Morin** construit une deuxième usine de desserts à Ploufragan (22) pour 7 millions €. La **laiterie Saint Père** investit 11 millions € dans une nouvelle beurrerie à Saint-Père-en-Retz (44). **Unigrains** devient actionnaire du conditionneur de beurre **Loyez-Woessen**.

Début 2022, **Danone** annonce un plan d'investissement de 24 millions € dans la fabrication de produits ultra-frais sur les sites de Bailleul (59), Ferrières en Bray (76) et Saint-Just-Chaleyssin (38).

Développement dans la bio...

Le conditionneur de beurre **Briois** installe une ligne de conditionnement de beurre biologique à Liévin (62). Spécialisée dans les produits laitiers de Montagne, **Gérentes** investit 6 millions € dans l'agrandissement de ses usines localisées à Araules (43) et Coucouron (07). Le fabricant de glaces biologiques **L'Angelys** dédie 2,3 millions € à l'extension de son site de Fontcouverte (17) et 3 millions € dans la construction d'un atelier à Saint-Jean-d'Angély (17). **Maison Gaborit** investit 7 millions € pour développer la fabrication de produits ultra-frais biologiques sur son site de Maulévrier (49).

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, le groupe scandinave **Arla Foods** finalise la mise en place d'une deuxième tour de séchage sur le site de Pronsfeld, à la suite d'un programme d'investissement de 190 millions € démarré en 2018. **Danone** vend son site de Rosenheim au groupe familial **Saumweber**. En partenariat avec **Nordfrost GmbH**, **DMK** acquiert le logisticien **Tiefkühl-Center Everswinkel**. Il réduit sa participation dans Fude+Serrahn de 51% à 10%. Enfin, **DMK** vend sa participation dans **Milchtrocknung Südhannover (MTS)**. Cette dernière devient, en parallèle, l'unique actionnaire de **Biolac**, en rachetant la participation d'**Arla Foods Ingredients**. **Goldsteig** investit plus de 10 millions € pour accroître la capacité de fabrication de beurre de son site de Stephansposching. **Lactalis** construit un nouvel entrepôt logistique à Neuburg an der Donau et ferme celui qu'il détient à Ravensburg. **Mondelez International** investit 12 millions € pour améliorer l'efficacité énergétique de son site

...et dans les produits végétaux

Bel acquiert 17,56% de **MOM** moyennant 152 millions € et porte ainsi sa participation à 82,5%. **Danone** consacre 43 millions € à la spécialisation de son site de Villecomtal (32) dans la fabrication de produits végétaux, et investit 16,6 millions € dans son usine de substituts végétaux à Issenheim (68).

Déploiement soutenu hors Europe

La coopérative **Alsace Lait** porte sa participation de 44% à 54% au sein de sa filiale canadienne **Chalifoux**.

Danone finalise la cession de sa participation de 9,8% dans le groupe chinois **Mengniu** pour un montant de 1,74 milliard €. En Egypte, il annonce un plan d'investissement de 27 millions € dans ses activités locales d'ici 2026. Aux États-Unis, il acquiert le spécialiste des alternatives fromagères **Follow your Heart** et une participation majoritaire dans le fabricant de produits à base de coco **Harmless Harvest**. Au Ghana, sa filiale **Fan Milk**, codétenue avec le fonds d'investissement **Abraaj**, investit 25 millions € dans le développement de son offre de yaourts et autres produits laitiers. Au Nigeria, **Fan Milk** signe un accord avec le gouvernement de la province d'Ogun pour développer la production laitière locale et consacre 8 millions € à la mise en place d'une ligne de fabrication de produits laitiers surgelés à Ibadan. En Russie, **Danone** investit 12 millions € dans la fabrication de boissons végétales à la marque **Alpro**, avec l'installation de lignes de conditionnement au sein de l'usine de transformation laitière de Labinskiy. Il accroît ses capacités de stockage et logistiques sur son site de Samara, moyennant 46 millions €.

Lactalis acquiert auprès du groupe **Bel** non seulement sa division fromagère **Leerdammer** localisée aux Pays-Bas, mais aussi sa filiale ukrainienne **Bel Shostka**, moyennant la cession de sa participation de 23% dans **Bel** d'une valeur d'environ 600 millions €. Au Brésil, il acquiert les actifs industriels de la coopérative **Cativa** et consolide sa position de premier transformateur laitier national. Enfin, dans le cadre de la reprise de la division de fromages naturels de **KraftHeinz**, il cède, à la demande de l'autorité de la concurrence, deux filiales aux États-Unis : **Athenos** auprès du groupe suisse **Emmi**, **Polly-O** auprès du fromager américain **Belgioso**.

Savencia acquiert aux États-Unis le fabricant de produits végétaux **Hope Foods**.

Sodiaal cède les droits de la marque **Yoplait** aux États-Unis et au Canada auprès de **General Mills** et récupère, en échange, l'intégralité de l'activité européenne de **Yoplait**.

de fabrication de fromages localisé à Fallingbostal. **Müller Milch** se dote d'un nouvel atelier de conditionnement de fromage à pâte pressée sur le site de Leppersdorf. **Sodiaal** cède sa filiale de production de fromage **Stegmann** au groupe laitier bavarois **Meggle**. **Vogtlandmilch** consacre 40 millions € à l'extension de la capacité de conditionnement de lait UHT de son site de Plauen.

Ehrmann poursuit son développement à l'international en reprenant l'activité de fabrication de produits laitiers frais de **FrieslandCampina** en Russie.

EN BELGIQUE, **Inex** se dote d'une ligne de conditionnement de lait UHT en bouteille PET mise en place par l'équipementier **Sidel**. **Milcobel** acquiert le conditionneur et découpeur de fromages **Kaasbrik**.

5 LES TRANSFORMATEURS

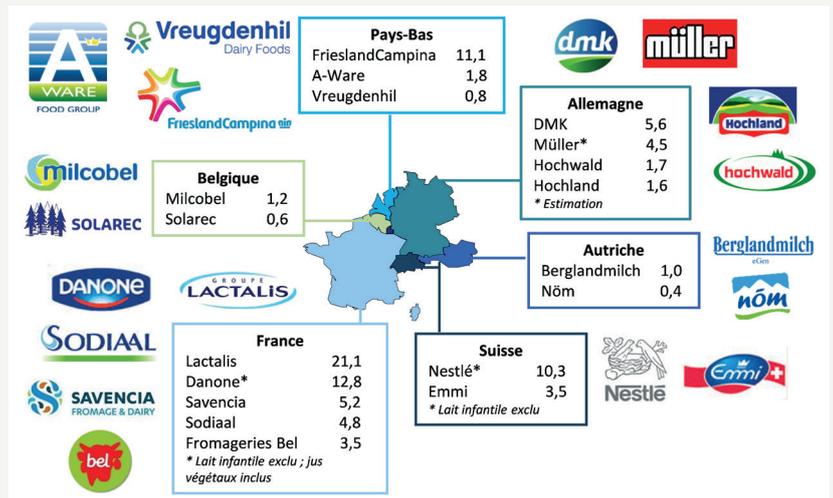
AUX PAYS-BAS, le groupe grec **Fage** planifie la construction d'une usine de yaourts à Hoogeveen, moyennant 150 millions €. **Farmel** prend le contrôle de **Veco Zuivel**. **FrieslandCampina** vend son activité de nutrition animale **Nutrifeed** à **Denkavit**. **Lactalis** acquiert auprès du groupe **Bel** sa division fromagère **Leerdammer**.

Début 2022, **A-Ware** et **Fonterra** annoncent un projet d'agrandissement de leur site conjoint localisé à Heerenveen. Le groupe suisse **Hoffmann** investit 4 millions € dans le conditionnement de lait infantile au sein de son usine localisée à Dronten.

À l'international, **FrieslandCampina** consolide ses positions commerciales, via la constitution d'un JV 51/49 avec le groupe égyptien **Domty** pour développer ses ventes de fromages sur le marché africain.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2020 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, **Arla Foods** consacre 7 millions € à l'extension de sa fromagerie localisée à Trolhede, pour dynamiser la commercialisation de fromages à pâte molle à destination du Japon. Il se déploie également à l'international. En Arabie Saoudite, il investit 14 millions € dans de nouvelles lignes de fabrication de boissons lactées. Au Nigeria, il met en place une ferme laitière de 400 vaches laitières, en vue de former des éleveurs localement.

EN IRLANDE, les associés coopérateurs de **Glanbia Co-op Society** approuvent le rachat de la participation de 40% de **Glanbia plc** dans **Glanbia Ireland** pour 307 millions €. **Glanbia Co-op** deviendra ainsi l'unique actionnaire de **Glanbia Ireland**. **Ornua** consacre 40 millions € à l'extension de son site de Mitchelstown, qui sera doté d'une nouvelle beurrerie, de deux lignes de conditionnement supplémentaires et de capacité de stockage réfrigéré additionnelle. Le groupe irlandais **Ornua** se déploie à l'international via l'acquisition aux États-Unis du spécialiste d'alternatives fromagères végétales **Whitehall**.

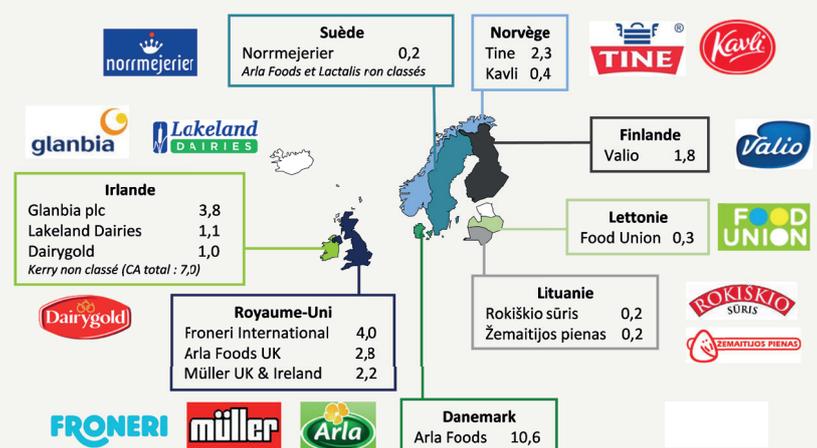
EN LETTONIE, le groupe lituanien **Vilvi** acquiert 70% du capital du fabricant d'ingrédients laitiers **Baltic Dairy Board**.

EN NORVEGE, **Tine** accroît la capacité de fabrication de lait UHT et de poudre de lait de son site de Brumunddal, moyennant 16 millions €.

AU ROYAUME-UNI, **Alpro**, filiale de **Danone**, accroît la capacité de fabrication de boissons végétales de son site de Kettering, moyennant 48 millions €. **First Milk** investit 10 millions € dans sa fromagerie d'Aspria et 4 millions € dans celle d'Haverfordwest. Les deux conditionneurs de lait liquide **Freshways** et **Medina** annoncent leur intention de fusionner, créant ainsi une entité intitulée **Medina Freshways** transformant 500 millions de litres de lait par an. Le groupe allemand **Frostkrone Food Group**, spécialiste des produits de snacking, acquiert le fabricant de fromage de chèvre gallois **Abergavenny Fine Foods**. Le groupe italien **Granarolo** finalise le rachat des 49% du capital de **Granarolo UK** qu'il ne détenait pas. Le groupe norvégien **Kavli** cède sa filiale **St Helen's Farm**, spécialisée dans la valorisation du lait de chèvre, à ses précédents propriétaires **Angus** et **Kathleen Wielkopolski**. **Laïta** acquiert l'importateur britannique d'Halloumi **Marathon Foods**. **Mona Island Dairy** construit une fromagerie, réputée la plus durable d'Europe, à Holyhead, moyennant 23 millions €. Le groupe allemand **Müller** se déploie dans la logistique avec le rachat de **Greenwhitestar Acquisitions Ltd**. **Pakeeza Dairies** investit 4 millions € dans la fabrication de yaourts sur son site de Rochdale. Le groupe canadien **Saputo** reçoit une aide gouvernementale de 4 millions € pour accroître la production de cheddar et la valorisation du sérum de son site de Davidstow. En parallèle, il acquiert le fabricant d'alternatives fromagères **Bute Island Foods**, puis **Wensleydale Dairy Products** pour 26 millions €. **South Caernarfon Creamery** annonce un plan d'investissement sur 3 ans de 16 millions € pour accroître sa capacité annuelle de fabrication de fromages de 15 000 à 23 000. **Strathroy** met en place un nouvel atelier de séchage, moyennant 12 millions €, sur son site

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2020 en milliard €



Source : CNIEL

localisé à Omagh. **The Modern Milkman**, entreprise de livraison de lait liquide dans la région de Manchester, se met en place avec le soutien du fonds d'investissement **ETF Partners**, qui apporte 6 millions € à la structure. **Wyke Farms** double la capacité de sa fromagerie localisée à Bruton pour la porter à 34 000 t par an.

Le fabricant britannique de crèmes glacées **Froneri** consolide ses positions à l'international. Aux États-Unis, il investit 123 millions € dans sa filiale **Dreyer's** pour installer deux nouvelles lignes de fabrication au sein de son usine de crèmes glacées localisées à Fort Wayne (IN).

EN SUÈDE, **Arla Foods** accroît la capacité de fabrication de beurre et de mélanges mixtes de matières grasses du site de Götene, moyennant 9 millions €. Toujours sur le même site, il consacre 30 millions € au doublement de la capacité de transformation de lait biologique. **Danone** investit 14 millions € pour produire des produits végétaux au sein de son usine localisée à Lunnarp.

EUROPE DU SUD

EN CROATIE, **Belje Plus** investit 10 millions € dans l'agrandissement et la rénovation de son site de transformation laitière localisé à Osijek.

EN ESPAGNE, la famille Pascual Gómez-Cuétara, propriétaire de **Calidad Pascual**, acquiert la marque, le fond commercial et les services marketing du fabricant de lait frais **Ganaderia Priégola**. **Danone** investit 12 millions € sur le site laitier de Paris pour mettre en place une ligne de fabrication de produits à base d'avoine et de noix de coco. En partenariat avec **Iberdrola**, il construit la plus grande usine photovoltaïque d'Europe en Estrémadure pour alimenter en électricité verte ses 29 usines localisées dans le pays. Le groupe italien **Ferrero** devient l'unique actionnaire du fabricant de crème glacée **ICFC (Ice Cream Factory Comaker)**, dont il avait acquis une participation majoritaire en 2019. **Granja Rinya** investit dans une nouvelle unité de fabrication de fromage blanc et de pâte molle à Picassent. **Inleit** met en place un centre de R&D à Curtis, moyennant un investissement de 4 millions €. **Kerry** acquiert **Biosearch Life**, le fabricant de produits probiotiques à partir de lait maternel humain, pour 127 millions €, et reprend ainsi la participation de 29,5% détenue par **Lactalis**. **Queizuar** consacre 10 millions € à la rénovation de sa fromagerie de Touro. **Queserías Entrepinares** accroît la capacité de son site de Valladolid, moyennant 7,5 millions €.

EN GRÈCE, le fonds d'investissement **CVC Capital Partners**, déjà détenteur du transformateur laitier **Delta**, acquiert Dodoni. En parallèle, il cède, via sa filiale **Delta**, sa participation de 43,2% dans **Mevgal** pour 26 millions €. De son côté, **Mevgal** investit 12 millions € pour moderniser son site de fabrication de feta localisé à Koufali.

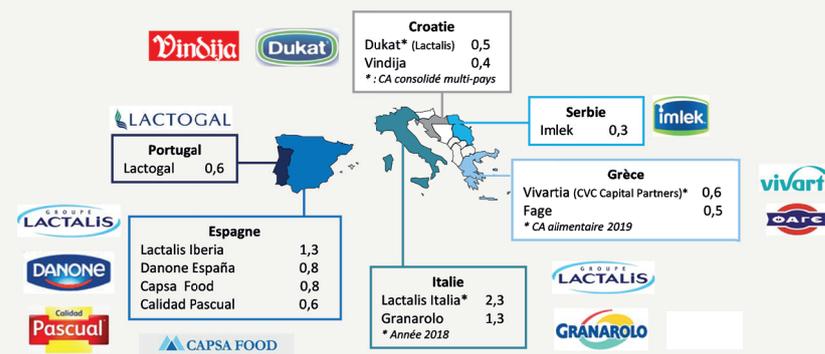
EN ITALIE, **Granarolo** acquiert le fabricant de Gorgonzola **Mario Costa** et porte sa participation de 40% à 100% dans **Mulino Formaggi**.

Inalpi annonce un plan d'investissements de 148 millions € sur la période de 2021 à 2025 pour construire une nouvelle tour de séchage et un nouveau site de transformation. **Lactalis** investit 24 millions € dans deux sites de lait de consommation de sa filiale **Parmalat** localisés à Collechio et à Zevio. **Newlat** acquiert une participation complémentaire de 6,15% dans **Centrale del Latte d'Italia** auprès de **FIDI Toscana**.

Granarolo poursuit son extension à l'international via l'acquisition aux États-Unis du fabricant de fromages de chèvre frais **Calabro Cheese**.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2020 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DE L'EST

EN HONGRIE, **FrieslandCampina** accroît la capacité de son usine de produits laitiers frais localisée à Mátészalka, pour un montant de 14 millions €. Le fromager **Ovartej** investit 3 millions € pour accroître ses capacités de fabrication. **Sole-Mizo** consacre 13 millions € à la rénovation de ses sites de production localisés à Bacsbokod, Csorna et Szeged.

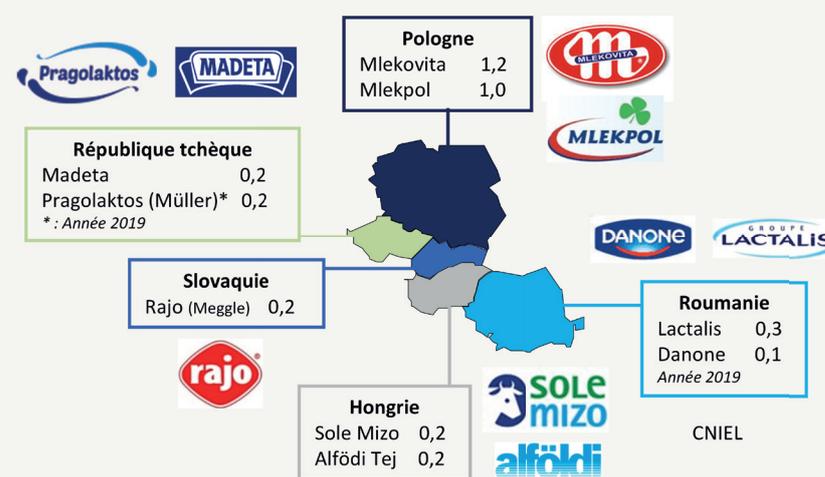
EN POLOGNE, le groupe coopératif **Mlekovita** absorbe deux sites de transformation localisés à Ostrowiec Swietokrzyskie et à Kalisz.

EN REPUBLIQUE TCHEQUE, **Madeta** modernise son site de conditionnement de lait de consommation localisé à Pelhrimov, moyennant 20 millions €.

EN ROUMANIE, **Agrolact Moldova** investit 6 millions € sur son site de Sascut pour dynamiser la production de lait, de beurre, de crème fraîche et de produits ultra-frais. **Artesana** dédie 5 millions € à la construction d'une deuxième usine localisée à Tecuci. Le fromager **Ferma cu Omenie** consacre 4,3 millions € à la rénovation de ses installations localisées à Ocna Mures. **Lactalis** investit 10 millions € dans la modernisation de ses installations.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2020 en milliard €



Source : CNIEL

6

LES PRÉVISIONS 2022

Possible reprise de la croissance de la production !

Ralentie au 2nd semestre 2021 par la dégradation des marges, la production européenne devrait se rétablir puis croître de nouveau en 2022. Le prix du lait dans l'UE-27 atteint début 2022 des niveaux record, dans le sillage de l'envolée des cours des ingrédients laitiers, qui semblent stimuler la production laitière. Signe de cette relance : les réformes laitières sont très réduites cet hiver.

Après la phase de reprise au printemps, la production laitière devrait connaître un sursaut au 2nd semestre. Avec une demande européenne stabilisée, l'essentiel de la collecte supplémentaire sera exporté en fromages, beurre et poudres de lait.

Comme les années passées, le rythme de croissance de la production laitière restera naturellement sous la menace des aléas climatiques, mais aussi diplomatiques, économiques voire sanitaires... Les incertitudes sont considérables en Europe après l'invasion russe en Ukraine !



EUROPE 2022

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2018	2019	2020	2021e	2022p	2022 /21
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	20,8	20,5	20,3	20,1	20,0	-0,7%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	151	151	155	154	154,4	+0,3%
Collecte laitière	142	142	145	145	145,9	+0,5%
Variation de stock	0	0	0	0	0	=
Importations	4	4	4	3,3	3,5	+6%
Exportations	26	26	28	26,9	27,7	+3%
Utilisation européenne	130	130	131	130,4	130,3	=
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	8 953	9 271	9 389	9 577	9 720	+1%
Beurre	2 284	2 350	2 350	2 304	2 327	+1%
Poudres de lait	2 338	2 350	2 350	2 206	2 221	+1%
Poudre de lactosérum	1 993	2 099	2 099	2 165	2 208	+2%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat & prévisions propres

Poursuite de la baisse du cheptel en 2022

En 2022, le cheptel laitier de l'UE-27 continuerait de baisser, à un rythme qui dépendra de l'année climatique, notamment de la météo estivale, mais aussi de la conjoncture laitière.

En France, le cheptel pourrait encore reculer fortement, les effectifs de génisses pour le renouvellement étant encore moins nombreux qu'en 2021. Les éleveurs pourraient mobiliser davantage les réserves de productivité de leur troupeau (la croissance des rendements ayant été modérée au cours de la décennie écoulée). Les cessations laitières s'annoncent au moins aussi élevées qu'en 2021, d'autant que la part des éleveurs en âge de prendre leur retraite augmente sensiblement. En revanche, la proportion des ateliers laitiers en phase de croissance ne cesse de se retreindre depuis 2017.

Les investissements dans les exploitations laitières se concentrent dans les élevages de plus de 100 vaches, mais ne permettent plus de compenser les places perdues par les cessations laitières. Ainsi la taille moyenne des cheptels ne progresse plus que de 1 vache par an contre deux lors de la fin des quotas laitiers. De plus le renchérissement des devis a entraîné le report, voire l'annulation de projets de construction de nouvelles étables.

EUROPE 2022

Ce ralentissement de la croissance de la taille des élevages pourrait induire une baisse du cheptel national de même ampleur qu'en 2021, comprise entre -1,5% et -2% /2021.

Après avoir reculé significativement en 2021 (-1% /2020), la production laitière française pourrait cependant se ressaisir en 2022, stimulée par la forte remontée du prix du lait sous réserve d'une année fourragère favorable car les aliments concentrés resteront chers. Elle pourrait dans le meilleur des cas retrouver le niveau de 2020 soit 23,9 milliards de litres. Encore faut-il que les transformateurs, surtout privés mais aussi coopératifs, assouplissent quelque peu la gestion des volumes contractuels. Certains ne réallouent pas tous les volumes contractuels libérés par les cessations laitières, voire programment des réductions de volume contractuel global avec certaines OP.

En Allemagne, la baisse du cheptel se poursuivra à un rythme moins rapide qu'en 2021. La production pourrait, comme en France, connaître un sursaut. Toutefois, l'érosion de la production pourrait se prolonger dans les *Länder* de l'Est où les grandes exploitations agricoles privilégieront les cultures de colza à celle de fourrages, tant que les cours des grains resteront à de hauts niveaux. En revanche, elle sera stimulée par la très forte hausse du prix du lait de vache dans ceux du Nord où le mix fabrications est très sensible à la volatilité des marchés des commodités laitières.

Aux Pays-Bas, la production pourrait encore s'éroder avec un cheptel national réduit sous l'effet de contraintes environnementales toujours plus prégnantes.

La production laitière continuerait de progresser dans presque tous les autres pays membres de l'UE-27. En premier lieu **en Irlande** où la croissance restera dynamique, de même ampleur qu'en 2021 (+6%), sous réserve de bonnes conditions climatiques, avec un cheptel toujours croissant (de +2 à +3%/an). La hausse de la production irlandaise est plus toujours difficile à prévoir que sur le Continent. Dans le passé, elle a varié de 0 à +10% selon les conditions climatiques qui restent déterminantes sur la production herbagère.

La production laitière pourrait rebondir **en Pologne**, même si le cheptel a fortement baissé en 2021 (-4%), sous l'effet d'une progression de sa productivité. **En Espagne et en Italie**, la flambée des prix des aliments achetés pourrait stopper la croissance sauf si la hausse des coûts de production est intégralement répercutée sur le prix du lait. Auquel cas, la production laitière pourrait croître entre +2% et +3%, compte tenu de la fermeté de la demande intérieure en produits laitiers à base de lait national en Espagne et de la bonne tenue de la demande extérieure en fromages AOP dans le cas de l'Italie.

En somme, le cheptel de l'UE-27 perdrait au plus 140 000 têtes soit -1% d'une année sur l'autre, ce qui le ramènerait à 20,0 millions de vaches en 2022.

Reprise de production incertaine au second semestre

Après avoir marqué le pas en 2021, la production laitière de l'UE-27 pourrait croître de nouveau, à un rythme modéré, compris entre +0% et +1% d'une année sur l'autre, en fonction des conditions climatiques mais surtout économiques internationales. Aussi, nous tablons sur une croissance faible de +0,5% en 2022.

L'envolée du prix du lait de vache fin 2021 et début 2022, supérieure à celle du prix des intrants, a incité les éleveurs à limiter les réformes en début d'année. Au 1^{er} trimestre, la collecte de l'UE-27 pourrait encore se situer sous le niveau de l'année précédente. Puis au printemps, elle pourrait au moins égaler celle du printemps 2021, voire la dépasser

légèrement sous condition d'une météo favorable à la pousse de l'herbe.

L'évolution de la production laitière européenne au 2nd semestre est redevenue plus incertaine depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a embrasé les cours de l'énergie et des grains et pourrait affecter la reprise économique mondiale. La guerre en Ukraine et les mesures de rétorsion imposées à la Russie maintiendront de fortes tensions sur les marchés des matières premières qui pourraient contenir, voire stopper la reprise de la production laitière européenne. Les exploitations laitières spécialisées limiteraient la distribution de concentrés et les exploitations diversifiées pourraient privilégier les cultures de vente aux productions fourragères. Auquel cas la production laitière européenne pourrait croître au plus de +1% d'une année sur l'autre, malgré le repli observé fin 2021.

Des volumes supplémentaires surtout transformés en fromages, beurre et poudres

Le faible supplément de collecte européenne annuelle, estimé à +750 000 t de lait sur la base d'une croissance annuelle de +0,5%, serait principalement transformé en fromages (+1,5%), secondairement en beurre (+1%) et en poudres de lait (+1%). Les fabrications de laits conditionnés poursuivraient leur érosion, tandis que celles d'ultra-frais se maintiendraient (laits fermentés et desserts) face à une demande européenne et internationale stable.

La consommation de l'UE-27 pourrait se stabiliser à 130 millions de tonnes équivalent lait, sous l'effet d'une stabilisation de la consommation par habitant et de la démographie, estimée à 447 millions d'habitants en 2022. En 2020 et 2021, celle-ci a légèrement reculé du fait de la hausse de la mortalité provoquée par la pandémie de Covid-19.

Nous tablons sur une sensible hausse des importations de lait et produits laitiers, estimées à 3,5 millions de TEL, qui proviendraient pour plus des deux tiers du Royaume-Uni, désormais pays tiers.

L'essentiel du supplément de collecte exporté en produits laitiers

Dans ce cas, l'essentiel du supplément de collecte serait transformé en produits exportés vers les pays tiers dans l'hypothèse d'une demande internationale plutôt ferme. Les exportations de produits laitiers progresseraient de +800 000 TEL, à 28,0 millions de TEL en 2022. Les exportations de fromages et de beurre progresseraient, respectivement de +5% à 1,45 million de tonnes et de +10% à 300 000 t. Celles de poudre maigre remonteraient (+2% à 800 000 t), tandis que les flux de poudres grasses se stabiliseraient (300 000 t). Les exportations de poudre de lactosérum s'annoncent encore dynamiques (+5% à 750 000 t), pour répondre à la forte demande chinoise en ingrédients incorporés tant dans l'alimentation animale que dans l'alimentation infantile.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2021
Perspectives 2022

N° 527 - Février 2022

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2021.

Perspectives 2022. N° 526 - Janvier 2022

Dossier Espagne. Filière laitière
N° 525 - Décembre 2021 (à paraître)

Dossier Irlande. Les filières irlandaises
N° 524 - Novembre 2021 (à paraître)

Dossier Valorisation des veaux laitiers :
comparaison dans 10 pays - N° 523 - Octobre 2021

Dossier Italie : Les fromages AOP moteurs de la
filière laitière. N° 522 - Septembre 2021

**Dossier marché mondial de la viande
bovine en 2020.** Perspectives 2021.
N° 521 - Juin 2021

**Dossier marchés mondiaux des produits
laitiers en 2020.** Perspectives 2021.
N° 520 - Mai 2021

Dossier annuel Ovins 2020.
Perspectives 2021. N° 519 - Avril 2021

Dossier annuel Caprins 2020.
Perspectives 2020. N° 518 - Mars 2021



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Michel - AdobeStock - P2 ©DR Institut de l'Élevage - ©(CC BY 2.0) Frédéric Bisson - Flickr - ©(CC BY 2.0) airpix - Flickr - P3 ©Chambre Agriculture 35 - Flickr - ©DR Institut de l'Élevage - ©(CC BY-SA 2.0) Google - Maria Eklind - ©S.Fraisse - Cniel - P4 ©P.DUREUIL - CNIEL - ©DR Institut de l'Élevage - P5 ©DR Institut de l'Élevage - P16 ©Lye - Fotolia - P17 ©Coutausse - Cniel - P18 ©Lucie Page - P19-20 ©M. Laurent - Institut de l'Élevage - P21 ©Troupeau - C MAIGRET - Institut de l'Élevage - P22 ©P.DUREUIL - CNIEL - P23 ©O. AMY - CNIEL - P28 ©DR Institut de l'Élevage - P32 ©CNIEL - S. FRAISSE - P36 ©Milet Germain Earl de l'Isle - ©P37 ©Marie Leclerc - Institut de l'Élevage

Liens vers licences utilisées : (CC BY 2.0) : <https://creativecommons.org/licenses/by/2.0/> - (CC BY-SA 2.0) : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/>

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0022501003

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr> Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE